



**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES  
COMITÉ EXÉCUTIF DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS**

**Quatre-vingt-dixième session**

**29 juin - 3 juillet 2026**

**PLAN STRATÉGIQUE DU CODEX 2020-2025: RAPPORT FINAL SUR L'EXÉCUTION 2020-2025**

(Document établi par le secrétariat du Codex, en collaboration avec la FAO et l'OMS)

**1. MISE EN ŒUVRE ET ADOPTION DU PLAN STRATÉGIQUE DU CODEX 2020-2025**

1. Le processus d'élaboration du Plan stratégique du Codex 2020-2025 a été mené par le Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (ci-après «le Comité exécutif») conformément au paragraphe 2 de l'article V du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius (ci-après «la Commission») selon lequel le Comité exécutif peut soumettre à la Commission des propositions concernant l'orientation générale des activités de celle-ci, la planification stratégique et le programme de travail de la Commission. Le Comité exécutif, à sa 74<sup>e</sup> session, a noté que «le processus de finalisation [du Plan stratégique du Codex 2020-2025] comprendrait une large consultation de l'ensemble des membres du Codex, notamment par l'intermédiaire des comités FAO/OMS de coordination et de la Commission»<sup>1</sup>. Les processus de consultation ont permis d'apporter des contributions précieuses à l'élaboration du Plan stratégique, notamment des commentaires soumis par les membres et les observateurs en réponse aux projets présentés dans trois lettres circulaires<sup>2</sup>, des rapports exposés oralement par les coordonnateurs des réunions informelles tenues dans cinq des six régions du Codex, ainsi que des réunions informelles organisées en marge de la 31<sup>e</sup> session du Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP), qui ont amené les délégations à faire part de leur satisfaction, lors de l'adoption du Plan, quant à ce «processus exemplaire en matière de transparence et d'inclusivité, conforme aux valeurs fondamentales du Codex».

2. La Commission, à sa 42<sup>e</sup> session, a adopté le Plan stratégique du Codex 2020-2025 tel que proposé par le Comité exécutif, à sa 77<sup>e</sup> session<sup>3</sup>. Dans le Plan stratégique, la Commission a réaffirmé son attachement aux valeurs du Codex, qui sont demeurées inchangées. En prenant comme point de départ le Plan stratégique précédent couvrant la période 2014-2019<sup>4</sup>, elle a reconduit ses quatre objectifs stratégiques à long terme, tout en mettant un nouvel accent sur l'obtention de résultats concrets, en faisant en sorte que les textes du Codex soient reconnus et utilisés (objectif stratégique 3). Le Plan comprenait également de nouveaux éléments importants, notamment une nouvelle formulation de la vision et de la mission du Codex, ainsi qu'un lien entre les travaux de la Commission et les objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations Unies<sup>5</sup>.

3. Le cadre de suivi du Plan stratégique du Codex 2020-2025 a été élaboré puis révisé, afin de fournir des informations complètes, objectives et fiables aux pays membres, la version finale ayant été approuvée par la Commission, à sa 46<sup>e</sup> session<sup>6</sup>. Le secrétariat du Codex a rendu compte, tous les deux ans, de l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan stratégique<sup>7</sup>. Le présent rapport fait le point sur l'ensemble de ces six années. Le corps du rapport présente les principaux éléments relatifs aux progrès, aux défis et aux réalisations pour chacun des cinq objectifs stratégiques, tandis que l'appendice I (uniquement en anglais) rend compte des résultats au regard du cadre de suivi du Plan stratégique du Codex 2020-2025<sup>8</sup>.

<sup>1</sup> REP18/EXEC1, paragraphe 7.

<sup>2</sup> CL 2017/50/OCS-EXEC; CL 2018/67/OCS-CAC et CL 2019/21/OCS-CAC.

<sup>3</sup> REP19/CAC.

<sup>4</sup> <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/i3826f>.

<sup>5</sup> <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/68380dae-b812-4f73-ab9a-dcd7aa7e3d5c/content> (en anglais).

<sup>6</sup> CX/EXEC 23/84/4, annexe; REP23/CAC, paragraphe 16.

<sup>7</sup> CX/CAC 22/45/14; CX/CAC 24/47/20.

<sup>8</sup> CX/EXEC 23/84/4, annexe.

## 2. PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE DU CODEX 2020-2025

### 2.1. Les normes sont mises en avant: réalisation de l'objectif stratégique 1 «Réagir rapidement aux problèmes actuels, naissants et cruciaux»

4. La présente section offre un aperçu de certains des besoins et des problèmes naissants que le Codex a recensés et classés par ordre de priorité pour la période 2020-2025, soulignant ainsi sa capacité à s'adapter à un environnement mondial en mutation, marqué par des défis tels que la pandémie de covid-19, la résistance aux antimicrobiens (RAM), les changements météorologiques et climatiques, l'innovation technologique, l'évolution des tendances en matière de commerce et de consommation, ainsi que les besoins permanents des pays en développement et des populations vulnérables. Les textes du Codex élaborés et adoptés au cours de cette période illustrent non seulement l'étendue des questions traitées par la Commission, mais aussi sa capacité à fournir rapidement des orientations fondées sur des données scientifiques et pertinentes à l'échelle mondiale, en réponse aux nouveaux risques et aux nouvelles priorités.

5. Entre 2020 et 2025, la Commission a adopté quelque 3 500 normes (y compris des normes numériques), directives, codes d'usages et autres dispositions, nouveaux ou révisés, dont 80 pour cent en moyenne ont été adoptés dans un délai de cinq ans (appendice I, tableau 2). Les enquêtes menées auprès des membres au cours des quatre dernières années ont montré que, dans l'ensemble, 88 pour cent des membres du Codex considéraient que les textes du Codex étaient largement utiles ou extrêmement utiles pour répondre à leurs besoins prioritaires en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments (voir appendice I, tableau 1).

6. Les sections suivantes mettent en évidence certains des principaux problèmes critiques et naissants traités par la Commission au cours des six dernières années.

#### 2.1.1 Le Codex répond aux priorités mondiales en matière de santé publique

6. La question de la résistance aux antimicrobiens (RAM) n'était pas nouvelle pour la Commission. Cependant, suite à l'appel lancé dans le Plan d'action mondial de 2015 contre la RAM, en faveur d'une révision et d'une mise à jour régulières des textes du Codex relatifs à la RAM, la Commission, à sa 39<sup>e</sup> session, a approuvé de nouveaux travaux destinés à réviser le *Code d'usages visant à réduire au minimum et à maîtriser la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire* (CXC 61-2005) et à élaborer de nouvelles orientations sur la surveillance intégrée de la RAM, ainsi que la création d'un Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens. Ces travaux ont été menés à bien dans le cadre de quatre sessions du Groupe (2017, 2018, 2019 et 2021), ce qui a permis de surmonter la difficulté à achever les textes portant sur toute une série de questions techniques critiques et parfois controversées lors d'une réunion virtuelle tenue en pleine pandémie de covid-19. La Commission, à sa 44<sup>e</sup> session (2021), a adopté la version révisée du *Code d'usages visant à réduire au minimum et à maîtriser la résistance aux antimicrobiens* (CXC 61-2005) ainsi que les nouvelles *Directives sur le suivi et la surveillance intégrés de la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire* (CXG 94-2021), qui ont été regroupées dans un recueil unique en 2023<sup>9</sup>.

7. L'importance de ces travaux a été reconnue dans le Manifeste ministériel de Mascate sur la RAM, adopté par 47 pays en 2022, ainsi que dans la Déclaration politique de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2024, dans laquelle les dirigeants mondiaux «[v]eiller résolument à garantir une utilisation prudente et responsable des antimicrobiens chez les animaux et dans le secteur agricole, qui soit conforme au Codex Alimentarius»<sup>10</sup>. L'importance des textes du Codex sur la RAM a également été reconnue par la suite dans la résolution concernant la RAM dans les systèmes agroalimentaires, adoptée par la Conférence de la FAO, à sa 44<sup>e</sup> session, en 2025.

8. Des efforts ont également été déployés sur le terrain pour soutenir la mise en œuvre des textes du Codex sur la RAM, notamment dans le cadre du projet quinquennal d'*intervention de la FAO à l'appui de l'application des textes du Codex relatifs à la RAM* (projet ACT), financé par la République de Corée, qui a apporté un soutien direct à six pays d'Asie et d'Amérique latine afin d'améliorer la maîtrise et la réduction de la RAM d'origine alimentaire<sup>11</sup>. Ce projet a également soutenu la mise en place du Système international de la FAO pour la surveillance de la résistance aux antimicrobiens (InFARM)<sup>12</sup>, qui est une plateforme mondiale permettant aux pays de produire, d'analyser et de partager des données fiables concernant la RAM chez les animaux et dans les aliments, ainsi que l'utilisation des antimicrobiens (UAM) dans la production et la protection des végétaux. Ces travaux soulignent à nouveau toute l'importance que revêt la mise en œuvre des textes du Codex pour obtenir les résultats escomptés.

<sup>9</sup> FAO et OMS. 2023. *Résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire – Recueil de normes du Codex*. Première révision. Commission du Codex Alimentarius. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb8554fr>.

<sup>10</sup> [digitallibrary.un.org/record/4064023](https://digitallibrary.un.org/record/4064023).

<sup>11</sup> Bolivie (État plurinational de), Cambodge, Colombie, Mongolie, Népal et Pakistan.

<sup>12</sup> [InFARM | Résistance aux antimicrobiens | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture](#).

### 2.1.2 Le Codex apporte une réponse aux effets du changement climatique sur les risques liés à la sécurité sanitaire des aliments

9. L'évolution des tendances météorologiques et du climat peut entraîner des changements dans les risques liés à la sécurité sanitaire des aliments, leur répartition et l'efficacité des mesures de contrôle, selon un rapport de la FAO publié en 2020<sup>13</sup>. Afin de s'adapter de manière efficace, il est nécessaire de disposer d'un environnement propice, notamment de normes internationales appropriées.

10. La ciguatera est une maladie causée par la consommation d'organismes marins contenant des concentrations nocives de toxines de la ciguatera. À l'échelle mondiale, la prévalence de la ciguatera est en hausse en raison de facteurs tels que le réchauffement des océans. Les communautés côtières qui dépendent de la pêche locale pour leur alimentation et leurs revenus sont particulièrement exposées à ce risque. Le Codex a pris des mesures en élaborant et en adoptant de toute urgence le *Code d'usages pour la prévention et la réduction de l'intoxication par la ciguatera* (CXC 83-2024). En l'adoptant en 2024, la Commission, à sa 47<sup>e</sup> session, «a félicité le Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments (CCCCF) pour la rapidité avec laquelle ce texte a été élaboré, notant que les travaux avaient été menés à bien avant la date prévue», ce qui en fait l'un des six textes du Codex à avoir été adoptés un an seulement après l'approbation des nouveaux travaux par la Commission.

11. L'eau constitue un élément essentiel à toutes les étapes de la production alimentaire, mais il s'agit d'une ressource qui s'amenuise. La disponibilité de l'eau et sa qualité microbiologique varient selon les pays, les régions, les contextes, les environnements et les établissements alimentaires. Toutefois, l'eau doit toujours être propre à l'usage auquel elle est destinée et doit être gérée de manière à garantir la sécurité sanitaire des aliments tout en évitant toute consommation et tout gaspillage inutiles. Reconnaisant la complexité de cette question, le Codex a élaboré et adopté des *Directives de sécurité sanitaire pour l'utilisation et le recyclage de l'eau dans la production et la transformation des aliments* (CXG 100-2023). Les directives encouragent l'application d'une approche fondée sur les risques pour l'utilisation et le recyclage de l'eau, afin de garantir que celle-ci soit adaptée à l'usage prévu, c'est-à-dire qu'elle ne compromette pas la sécurité sanitaire des aliments dans le contexte de son utilisation.

### 2.1.3 Le Codex s'adapte aux innovations technologiques

12. Le commerce électronique des aliments permet aux consommateurs de rechercher des aliments et de les commander en ligne, puis de se les faire livrer à domicile. Ce secteur connaît une croissance rapide. La valeur du marché mondial du commerce électronique des aliments s'élève à 467 milliards d'USD en 2026 et devrait connaître une croissance régulière pour atteindre les 2 228 milliards d'USD d'ici à 2035<sup>14</sup>. Reconnaisant que les consommateurs devraient bénéficier des mêmes protections lorsqu'ils achètent des aliments en ligne que lorsqu'ils les achètent dans des points de vente traditionnels, le Codex a élaboré et adopté des *Directives sur la communication d'informations d'ordre alimentaire sur les aliments préemballés vendus en ligne* (CXG 104-2024).

13. L'utilisation de la technologie, notamment les codes QR sur les étiquettes ou aux points de vente, permet aux consommateurs d'avoir accès à davantage d'informations sur les aliments qu'ils achètent, en plus de celles dont la mention est obligatoire sur les étiquettes des aliments préemballés. Le Codex a élaboré et adopté des *Directives sur l'utilisation de la technologie pour fournir des informations sur les aliments* (CXG 105-2024) afin de réaffirmer les principes qui doivent être appliqués lorsque des informations sur les aliments sont fournies aux consommateurs en ayant recours aux technologies et de garantir la protection des consommateurs, notamment en ce qui concerne l'accès gratuit aux informations fournies au moyen de la technologie.

14. La technologie offre également la possibilité de proposer de nouvelles solutions pour améliorer la mise en œuvre des contrôles officiels dans le cadre des plans nationaux de contrôle des aliments. Les expériences communes partagées par les autorités réglementaires nationales tout au long de la pandémie de covid-19 ont alimenté les travaux ultérieurs visant à élaborer des *Principes et directives sur l'utilisation d'audits et d'inspections à distance dans les cadres réglementaires* (CXG 102-2023), adoptés par la Commission, à sa 46<sup>e</sup> session<sup>15</sup>. La version révisée des *Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques* (CXG 38-2001) a été adoptée afin de traiter la question de la certification électronique et de l'échange dématérialisé des certificats, ce qui a également constitué une étape importante à l'appui des avancées numériques.

<sup>13</sup> FAO. 2020. *Climate change: Unpacking the burden on food safety*. Série sécurité sanitaire et qualité des aliments n° 8. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca8185en>.

<sup>14</sup> [www.businessresearchinsights.com/market-reports/food-e-commerce-market-100031](https://www.businessresearchinsights.com/market-reports/food-e-commerce-market-100031).

<sup>15</sup> REP23/CAC, paragraphes 78 et 79.

#### 2.1.4 Le Codex répond aux besoins des pays en développement

15. Les marchés traditionnels sont des espaces destinés aux grossistes, aux détaillants et aux consommateurs pour la vente et l'achat de denrées alimentaires. C'est là qu'une grande partie de la population mondiale achète une part importante de sa nourriture. Le Codex a élaboré et adopté des *Directives pour les mesures de maîtrise de l'hygiène alimentaire sur les marchés alimentaires traditionnels* (CXG 103-2024) afin de fournir aux autorités compétentes, aux exploitants du secteur alimentaire et aux consommateurs les connaissances nécessaires au renforcement des capacités en matière d'hygiène alimentaire sur ces marchés. Les membres ont reconnu que ces directives présentaient «un potentiel énorme pour l'amélioration des résultats en matière de sécurité sanitaire des aliments à l'échelle mondiale»<sup>16</sup>. Ce travail s'est également distingué par le fait qu'il s'agit du premier texte du Codex dont l'élaboration a été menée exclusivement par des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, à savoir la Bolivie (État plurinational de), le Kenya et le Nigéria.

16. La mise en œuvre des contrôles officiels portant sur les résidus des 1 200 pesticides disponibles à l'échelle mondiale pour lutter contre les organismes nuisibles des cultures agricoles et des denrées alimentaires nécessite l'analyse de ces résidus tout au long de la chaîne alimentaire. La détermination précise de ces résidus requiert l'utilisation de matériaux de référence spécifiques dont la pureté chimique est connue. La durée de conservation limitée, la perte progressive de la pureté et le coût élevé et récurrent de ces matériaux constituent des obstacles majeurs à la réalisation d'analyses régulières des résidus de pesticides. Les *Directives pour le suivi de la pureté et de la stabilité des matériaux de référence de pesticides et des solutions mères apparentées pendant un stockage prolongé*, qui ont été adoptées par la Commission, à sa 48<sup>e</sup> session<sup>17</sup>, constituent une avancée importante permettant aux laboratoires de surveiller de manière harmonisée la stabilité et la pureté des matériaux de référence pour les pesticides et de leurs solutions mères lors d'un stockage prolongé, ce qui facilite les contrôles officiels.

17. Le Codex reconnaît également l'évolution des tendances du commerce mondial des aliments et s'adapte à l'émergence de nouvelles structures qui favorisent le commerce intrarégional entre les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et soutiennent leur développement économique. Les gouvernements africains se sont engagés à promouvoir et à renforcer le commerce intrarégional des produits agricoles. Afin de soutenir l'harmonisation des politiques, des normes et de la législation en matière de sécurité sanitaire des aliments en vue de la réalisation de cet objectif, le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique a élaboré des *Directives relatives à l'élaboration d'une législation harmonisée sur la sécurité sanitaire des aliments dans la région couverte par le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique* (CXG 98-2022), qui ont été adoptées par la Commission, à sa 45<sup>e</sup> session.

18. Les peuples autochtones représentent 6,2 pour cent de la population mondiale<sup>18</sup>. Ils sont cependant les gardiens d'une grande partie de la biodiversité encore présente à travers le monde. Leurs systèmes alimentaires et leurs savoirs comptent parmi les plus anciens, les plus résilients et les plus durables de la planète. Partout dans le monde, les peuples autochtones trouvent de nouvelles façons de s'intégrer au marché; les systèmes d'étiquetage et de certification constituent notamment des approches permettant un accès au marché plus interculturel et plus systémique. Les normes régionales et internationales jouent également un rôle important dans la facilitation de l'accès au marché. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest a élaboré une *Norme régionale sur les produits du kava à usage de boisson lorsqu'ils sont mélangés à de l'eau (Amérique du Nord et Pacifique Sud-Ouest)* (CXS 336R-2020) – le kava étant un aliment autochtone – et la Commission, à sa 43<sup>e</sup> session (2020), l'a adoptée afin de faciliter l'harmonisation et les échanges commerciaux au sein de la région.

#### 2.1.5 Les normes du Codex protègent les populations vulnérables

19. Le Codex reconnaît depuis longtemps que l'alimentation des nourrissons constitue un problème de première importance et qu'on ne saurait trop insister sur la valeur du lait maternel en tant qu'aliment idéal pour le nourrisson au cours des six premiers mois de sa vie<sup>19</sup>. Les préparations de suite sont des produits conçus pour remplacer le lait maternel et constituer la partie liquide de l'alimentation des nourrissons plus âgés, lors de l'introduction progressive d'une alimentation complémentaire diversifiée. À l'issue de plus d'une décennie de discussions techniques au sein du Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU), la version révisée de la *Norme sur les préparations de suite destinées aux nourrissons du deuxième âge et les produits pour enfants en bas âge* (CXS 156-1987) a été adoptée par la Commission, à sa 46<sup>e</sup> session. La *Norme générale sur les contaminants et les toxines présents dans les produits de consommation humaine et animale* (CXS 193-1995) traite également des teneurs maximales pour les

<sup>16</sup> REP 24/FH, paragraphe 135.

<sup>17</sup> REP25/CAC, paragraphe 57, alinéa i.

<sup>18</sup> Organisation internationale du Travail (OIT), *Application de la Convention n° 169 relative aux peuples indigènes et tribaux, pour un avenir inclusif, durable et juste*, Genève, 2020, p. 14.

<sup>19</sup> Déclaration concernant l'alimentation infantile. CAC/MISC 2-1976.

contaminants afin de protéger les nourrissons et les jeunes enfants. Par exemple, entre 2022 et 2023, la Commission a établi et adopté des teneurs maximales pour le plomb dans une série d'aliments destinés à des groupes vulnérables. Afin de renforcer la gestion des additifs alimentaires utilisés dans les préparations pour nourrissons, un cadre d'évaluation des besoins technologiques, établi par le CCNFSDU lors de sa 41<sup>e</sup> session (2019), a permis d'évaluer 11 additifs alimentaires destinés aux préparations pour nourrissons, au cours de la période 2020-2025, dont six ont été déclarés justifiés sur le plan technique, tandis que cinq ont été considérés comme ne présentant pas une telle justification.

20. Le droit à une alimentation adéquate, y compris le droit de ne pas souffrir de la faim, est inscrit dans le droit international. Chaque jour, des dizaines de millions de personnes à travers le monde, y compris des enfants, dépendent de l'aide alimentaire humanitaire. Les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont besoin d'une intervention efficace et rapide, notamment d'aliments sans danger pour la santé et agréables au goût, à haute teneur énergétique et contenant des quantités adéquates de vitamines, de minéraux et d'autres nutriments, dans le cadre d'un programme bien conçu qui favorise la poursuite de l'allaitement maternel, une transition appropriée vers une alimentation familiale nutritive et le soutien psychosocial nécessaire au rétablissement. Les programmes visant à garantir la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, mis en œuvre par les distributeurs de l'aide alimentaire humanitaire, s'appuient sur les normes du Codex. Le Codex a complété ces normes en adoptant, lors de la 45<sup>e</sup> session de la Commission (2022), les *Lignes directrices pour les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE)* (CXG 95-2022), qui fournissent des orientations sur les aspects techniques et nutritionnels de la production de ces aliments destinés aux enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë sévère. La Commission, à sa 45<sup>e</sup> session, a adopté les limites maximales pour les aflatoxines dans les aliments à base de céréales destinés aux nourrissons et aux enfants en bas âge dans les programmes d'aide alimentaire<sup>20</sup>.

21. Les allergies alimentaires, qui constituent une hypersensibilité alimentaire à médiation immunitaire, représentent un enjeu croissant en matière de sécurité sanitaire des aliments à l'échelle mondiale. Avec cette charge sanitaire croissante, on attend des exploitants du secteur alimentaire qu'ils prennent des mesures pour déclarer avec précision la présence d'ingrédients allergènes et pour prévenir ou réduire autant que possible le risque lié à la présence accidentelle d'allergènes. À sa 43<sup>e</sup> session (2020), la Commission a adopté le *Code d'usages sur la gestion des allergènes alimentaires pour les exploitants du secteur alimentaire* (CXC 80-2020), qui fournit des orientations sur la gestion des allergènes dans la production alimentaire, y compris des mesures de contrôle visant à prévenir la contamination croisée, c'est-à-dire la transmission involontaire d'un allergène présent dans un aliment vers un aliment qui n'en contient pas. À sa 48<sup>e</sup> session (2025), la Commission a adopté une révision de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985), dans laquelle la liste des denrées alimentaires ou ingrédients devant toujours figurer sur l'étiquette en tant qu'allergènes a été mise à jour. La question de la contamination croisée reste à l'ordre du jour du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL), qui élabore actuellement des directives sur l'étiquetage préventif des allergènes.

## **2.2. Normes fondées sur la science: mise en œuvre de l'objectif stratégique 2 «Élaborer des normes fondées sur la science et les principes de l'analyse des risques du Codex»**

### **2.2.1 «Élaborer des normes fondées sur la science...»**

22. Parmi les 3 500 normes nouvelles ou révisées adoptées par le Codex entre 2020 et 2025, la grande majorité était constituée de normes chiffrées, avec une prédominance des dispositions relatives aux additifs alimentaires (1 450 environ) et des limites maximales de résidus (LMR) pour les pesticides (1 900 environ). En outre, des teneurs maximales pour les contaminants présents dans les aliments destinés à la consommation humaine et animale, ainsi que des LMR de médicaments vétérinaires dans les aliments, ont également été adoptées entre 2020 et 2025 et ont contribué à ce chiffre global. Chacune de ces limites et dispositions reposait sur les principes de l'analyse des risques du Codex, notamment l'évaluation des données scientifiques pertinentes et l'élaboration de valeurs de référence fondées sur la santé par les comités compétents, à savoir le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA) et la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPR).

23. Parmi les additifs alimentaires pour lesquels des dispositions ont été adoptées figure le bleu de jagua (génipine-glycine) (SIN 183), qui se distingue par le fait qu'il s'agit du tout premier colorant bleu naturel stable en milieu acide («Saint Graal» de la chimie alimentaire) adopté par la Commission, à sa 47<sup>e</sup> session, en 2024. Le jagua est un colorant naturel extrait du fruit vert de l'arbre *Genipa americana* L., originaire d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud.

24. Avant d'envisager l'inclusion du bleu de jagua (génipine-glycine) dans la *Norme générale sur les additifs alimentaires* (CXS 192-1995) (NGAA), la sécurité sanitaire de ce composé en tant qu'additif alimentaire a dû être considérée comme prioritaire, puis évaluée par le JECFA; la justification technique ayant été

<sup>20</sup> REP22/CAC, paragraphe 71, alinéa vii.



présentée et tous les critères énoncés dans la norme NGAA ayant été respectés. Les données ont été soumises en 2015 et les évaluations ont été achevées en 2021. Le secrétariat FAO/OMS du JECFA a fait remarquer que le cas du bleu de jagua illustrait parfaitement la manière dont les actions collectives de toutes les parties prenantes pouvaient garantir la mise à disposition de toutes les données nécessaires afin que le JECFA puisse évaluer avec succès la sécurité sanitaire des additifs alimentaires présentant une composition complexe, mais néanmoins importants pour les producteurs d'aliments. Ce processus a également mis en évidence l'ampleur de l'engagement et des efforts nécessaires à l'élaboration de normes fondées sur des données scientifiques.

25. Les résultats de ces efforts sont positifs. La Colombie a souligné les avantages considérables que représentait l'inclusion du bleu de jagua (génipine-glycine) dans la NGAA pour les communautés autochtones du pays et de la région Amérique latine, car cela leur ouvrait de nouveaux marchés et de nouveaux débouchés commerciaux pour ces fruits, produits conformément au Protocole de Nagoya de la Convention sur la diversité biologique.

### **2.2.2 «... et les principes de l'analyse des risques du Codex»**

26. L'objectif stratégique 2 du Plan met l'accent non seulement sur la science en tant que fondement des normes du Codex, mais aussi sur le respect des principes de l'analyse des risques.

27. La distinction fonctionnelle claire qui existe entre l'évaluation et la gestion des risques, laquelle est un élément clé des principes de l'analyse des risques du Codex, a été mise en évidence à l'occasion des débats sur les LMR proposées pour le chlorhydrate de zilpatérol dans les tissus de bovins, lors des 45<sup>e</sup> et 46<sup>e</sup> sessions de la Commission. Au cours de chacune de ces sessions, les membres ont estimé que l'évaluation des risques réalisée par le JECFA constituait une base solide pour l'élaboration des LMR<sup>21</sup>. Malgré l'existence d'un consensus permanent quant à l'évaluation des risques en tant que fondement de l'établissement des LMR, les membres du Codex n'ont pu parvenir à un accord concernant l'établissement de LMR pour le chlorhydrate de zilpatérol lors de ces deux réunions, les LMR ayant finalement été proposées puis adoptées à l'issue d'un vote.

### **2.2.3 Appui aux organes d'experts chargés de fournir des avis scientifiques – rapport entre la demande et les capacités**

28. La gestion du calendrier des évaluations scientifiques destinées à étayer l'élaboration et/ou la révision des normes du Codex et des textes connexes constitue une tâche importante. Les réunions des comités du Codex et des comités mixtes d'experts FAO/OMS qui les soutiennent et leur fournissent des avis doivent être coordonnées afin que les évaluations des risques puissent être réalisées, mises à disposition et utilisées en temps opportun. Cette coordination minutieuse a été fortement perturbée par la pandémie de covid-19. Ainsi, les évaluations des risques approuvées lors de la session ordinaire de la JMPR en 2019 n'ont été examinées par le Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR) qu'en juillet 2021. Afin de réduire autant que possible toute nouvelle perturbation du processus, une procédure virtuelle a été mise en place pour la soumission de la liste des priorités des nouveaux travaux au Comité exécutif, en vue d'un examen critique, puis à la Commission, pour approbation<sup>22</sup>.

29. Les retards dans la mise à disposition des avis scientifiques nécessaires ont une incidence sur le rythme d'élaboration des normes. Ces retards peuvent être liés à la disponibilité des rapports, au manque de données ou de promoteurs des données, ou encore au manque de ressources ou de capacités nécessaires pour répondre à la demande d'avis scientifiques. À sa 48<sup>e</sup> session (2025), la Commission a mené des débats approfondis sur ces questions et a rappelé combien il était important de disposer d'un programme d'avis scientifiques doté de ressources suffisantes et viable à long terme. La FAO et l'OMS continuent de fournir des avis scientifiques de grande qualité, mais il est nécessaire de poursuivre les débats et les travaux afin de garantir que le programme d'élaboration des avis scientifiques sur lesquels reposent les normes du Codex soit durable, efficace et continue de fournir des avis de qualité en temps opportun.

30. Les retards accumulés dans l'évaluation des pesticides ont déjà fait l'objet d'une attention particulière, les membres et les observateurs ayant proposé d'autres mesures à examiner<sup>23</sup>. Ce constat a conduit à la création d'un groupe de travail électronique chargé d'examiner les améliorations à apporter aux procédures opérationnelles du CCPR et de la JMPR et de formuler des recommandations à cet égard<sup>24</sup>. Le groupe de travail électronique a défini des mesures à court et à long terme visant à renforcer les procédures actuelles, en mettant particulièrement l'accent sur l'amélioration du processus de la JMPR. À sa 56<sup>e</sup> session (2025), le CCPR a noté qu'une réduction du retard accumulé dans les évaluations de la JMPR avait été observée,

<sup>21</sup> REP22/CAC paragraphe 110; REP23/CAC, paragraphe 122.

<sup>22</sup> REP21/PR, paragraphe 9.

<sup>23</sup> CRD11 à CCPR52; CX/PR 22/53/20.

<sup>24</sup> REP22/PR53, paragraphes 257 à 259.

mais que la demande était importante et continuait de croître tandis que les capacités et les procédures opérationnelles de la JMPR demeuraient fondamentalement inchangées. Les membres ont donc décidé de mesures visant à renforcer l'efficacité et à optimiser l'utilisation des ressources existantes, tout en notant qu'aucun mécanisme n'avait été mis en place pour fournir le financement ou les ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre des mesures à court terme destinées à améliorer encore l'efficacité<sup>25</sup>. À sa 48<sup>e</sup> session (2025), la Commission a demandé qu'un plan de travail chiffré soit établi pour la JMPR afin de mieux cerner les lacunes à combler.

31. Les défis concernant la JMPR n'étant pas les seuls, la Commission a continué de souligner combien il était important de disposer de ressources durables pour l'ensemble des organes consultatifs scientifiques et a demandé aux membres de porter cette question à l'attention des organes directeurs de la FAO et de l'OMS. Des approches semblables à celle adoptée par le CCPR pourraient également convenir à d'autres organes scientifiques, tels que le JECFA, qui fournit régulièrement des avis scientifiques à trois comités du Codex et à d'autres organismes à titre ponctuel, et qui joue donc un rôle essentiel dans les travaux d'établissement des normes menés par le Codex. Cette situation démontre la pertinence continue du texte introductif de l'objectif stratégique 2: «Les membres et les acteurs du commerce d'aliments qui utilisent les normes du Codex valorisent le solide fondement scientifique des normes du Codex, qui est actuellement menacé par le manque de viabilité de la gestion du personnel.»

#### 2.2.4 Représentativité des données: défi permanent, mais perspectives encourageantes

32. Les efforts déployés par la FAO et l'OMS pour renforcer les capacités de production et de transmission de données dans le cadre des travaux d'établissement de normes du Codex se sont poursuivis (appendice I, indicateur 2.2.1). Toutefois, la disponibilité de données représentatives à l'appui des normes du Codex pose toujours un défi. On peut citer, à titre d'exemple, les débats sur les limites maximales (LM) pour les contaminants présents dans les épices ou les mycotoxines dans les céréales, au sujet desquels les membres ont exprimé des préoccupations, mais qui n'ont pas été résolus malgré de multiples appels à communication de données<sup>26</sup>. Cela a conduit, dans certains cas, à l'adoption de LM, étant entendu que celles-ci seraient réexaminées dans un délai de 3 à 5 ans, lorsqu'on disposerait de données supplémentaires permettant d'étayer des limites plus représentatives sur le plan géographique. Les débats sur les LM pour les aliments à base de céréales destinés à l'aide internationale ont également mis en évidence l'importance des données et la nécessité de disposer de plus de données locales afin de réexaminer ces questions<sup>27</sup>. Or, ces données ne sont pas faciles à obtenir. Les codes d'usages ont notamment pour objectif de favoriser la mise en œuvre de bonnes pratiques dans différents contextes, ainsi que la collecte de données de suivi. De telles données sont essentielles pour étayer des débats éclairés et faciliter la recherche d'un consensus sur la fixation de limites maximales inférieures pour les contaminants, en particulier pour les aliments de base, les produits destinés aux populations vulnérables ou les denrées faisant l'objet d'échanges commerciaux importants sur les marchés internationaux.

33. Il s'agit là d'un problème que la Commission ne peut résoudre directement, mais qui doit être abordé de manière intégrée et collaborative. Des progrès encourageants ont toutefois été enregistrés en matière de collecte de données, notamment grâce aux travaux en cours menés avec le soutien de différentes entités pour recueillir des données sur les résidus de pesticides dans le gombo, une culture secondaire pour laquelle les données n'étaient pas facilement disponibles<sup>28</sup>, ainsi qu'à des initiatives régionales telles que celle menée en Amérique latine pour répondre aux besoins en données sur les résidus de médicaments vétérinaires<sup>29</sup>. Le CCRVDF s'est également penché sur de nouvelles approches fondées sur les risques, telles que l'extrapolation, permettant d'établir des LMR pour les résidus de médicaments vétérinaires dans les tissus, lorsque les données n'étaient pas suffisantes pour réaliser une évaluation complète des risques. La Commission, à sa 47<sup>e</sup> session, a adopté de nouvelles procédures à cet égard, lesquelles ont été intégrées au *Manuel de procédure du Codex*<sup>30</sup>.

34. Ces éléments mettent en évidence les besoins en matière de représentativité des données, qui nécessitent l'adoption d'une approche menée sur plusieurs fronts, bénéficiant du soutien des membres ainsi que des observateurs et des organisations internationales. L'innovation peut également faire partie de cette approche, notamment dans la manière d'élaborer des normes, afin de répondre aux besoins dans ce domaine en l'absence de données complètes.

<sup>25</sup> REP25/PR, paragraphes 287, 291 et 292.

<sup>26</sup> REP25/CAC, paragraphes 47 à 51.

<sup>27</sup> REP22/CAC paragraphes 66 à 70.

<sup>28</sup> REP25/PR, paragraphe 224.

<sup>29</sup> REP24/RVDF27, paragraphes 141 à 145.

<sup>30</sup> *Manuel de procédure du Codex*, 31<sup>e</sup> édition, section 4.7 – Politique d'évaluation des risques liés aux résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments, annexe C – Approche relative à l'extrapolation des limites maximales de résidus applicables à des médicaments vétérinaires à une ou plusieurs espèces décrite dans les Principes d'analyse des risques appliqués par le CCRVDF.

### 2.3. Accent mis sur les effets: objectif stratégique 3 «Accroître les effets en faisant en sorte que les normes du Codex soient reconnues et utilisées»

35. Le présent Plan stratégique introduit un nouvel objectif stratégique axé sur les effets, reconnaissant que ce sont l'utilisation et la mise en œuvre des normes qui permettent de concrétiser la vision du Codex, à savoir être l'instance au sein de laquelle «le monde se réunit pour créer des normes sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, afin de protéger chacun, dans le monde entier».

#### 2.3.1 Sensibilisation

36. Faire connaître le Codex et ses normes, en améliorer la compréhension et en renforcer la reconnaissance relèvent de la responsabilité conjointe du secrétariat du Codex, des membres et des observateurs. Entre 2020 et 2025, les contributions des pays aux activités de communication du Codex ont considérablement augmenté, sous l'impulsion des membres de toutes les régions du Codex qui ont activement partagé des informations sur les travaux menés aux niveaux national et régional en lien avec le Codex. Dans l'ensemble, le secrétariat du Codex a publié plus de 1 300 articles d'actualité sur son site web au cours de cette période, couvrant les réunions du Codex et les travaux d'élaboration de normes, ainsi que les activités de renforcement des capacités, les formations, les webinaires et d'autres événements organisés dans le monde entier.

37. En ce qui concerne la diffusion des normes du Codex par les membres auprès des parties prenantes, les réponses des membres à l'enquête font état de disparités à cet égard (appendice I, tableau 4). Une tendance légèrement positive semble toutefois se dessiner dans la perception qu'ont les membres des connaissances acquises grâce aux textes du Codex. Il s'agit là d'un facteur préliminaire important à l'utilisation des normes et à l'obtention de résultats concrets, les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure présentant généralement des réactions plus positives en termes de connaissances acquises grâce aux normes (appendice I, tableau 5). Des améliorations peuvent toutefois encore être apportées dans ce domaine. Par exemple, un document offrant une présentation visuelle de la manière dont les textes du Codex peuvent être utilisés pour lutter contre la RAM<sup>31</sup> a été élaboré suite aux observations formulées par les pays dans le cadre du projet ACT et a été jugé utile pour sensibiliser les responsables politiques de haut niveau. De tels documents pourraient également s'avérer utiles pour d'autres textes du Codex.

38. Le secrétariat du Codex gère une présence importante sur plusieurs canaux de communication. Le compte officiel du Codex sur X (@FAOWHOCodex) a vu son audience passer à plus de 30 500 abonnés (en mars 2026) et constitue une plateforme essentielle pour interagir en temps réel avec les membres, les parties prenantes et la communauté mondiale de la sécurité sanitaire des aliments. Le magazine annuel du Codex demeure une publication phare et la célébration annuelle de la Journée mondiale de la sécurité sanitaire des aliments, le 7 juin, a pris une ampleur considérable au cours de la période couverte par le Plan stratégique; il s'agit désormais d'une plateforme puissante permettant de sensibiliser à la fois à la sécurité sanitaire des aliments et au rôle des normes du Codex. Un nouveau support de formation en ligne du Codex est disponible sous la forme d'un cours intitulé «Participation effective aux travaux du Codex», accessible par l'intermédiaire de l'Académie numérique de la FAO.

39. Les canaux tels que le site web du Codex, les réseaux sociaux et le magazine du Codex ont certes constitué des piliers essentiels pour accroître la visibilité, mais il était également important de sortir des voies traditionnelles pour mieux faire connaître le Codex. La référence faite aux textes du Codex relatifs à la RAM dans des déclarations et engagements de haut niveau, tels que ceux mentionnés au paragraphe 7, a constitué une étape importante dans la promotion de l'utilisation active des textes du Codex. Afin d'attirer l'attention de la communauté internationale au sens large sur les travaux du Codex, une publication consacrée au Codex et aux ODD a été diffusée en 2020<sup>32</sup>. Le secrétariat du Codex a également fourni des mises à jour annuelles au Forum politique de haut niveau pour le développement durable<sup>33</sup>.

40. L'un des principaux enseignements tirés de cette campagne de sensibilisation a été l'importance des exemples concrets illustrant l'utilisation des textes du Codex, en particulier pour les responsables politiques. Ces exemples contribuent à mettre en évidence la manière dont les normes du Codex soutiennent les systèmes de contrôle des aliments, le commerce et la santé. Avec l'appui de certains membres, la série «Codex in Action» a présenté des exemples illustrant la manière dont les normes du Codex et les textes apparentés ont été mis en œuvre aux niveaux national et régional, en soulignant les avantages pour la sécurité

<sup>31</sup> *How can Codex standards help tackle foodborne antimicrobial resistance (AMR)?* Disponible à l'adresse suivante: [How can Codex standards help tackle foodborne antimicrobial resistance \(AMR\)?](#)

<sup>32</sup> FAO et OMS. 2020. *Codex and the SDGs – How participation in Codex Alimentarius supports the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb0222en>.

<sup>33</sup> Les contributions au Forum politique de haut niveau sur le développement durable sont disponibles sous la rubrique [Inputs to the High-level Political Forum on Sustainable Development | High-Level Political Forum](#).



sanitaire et la qualité des aliments, ainsi que la nutrition et le commerce<sup>34, 35</sup>.

41. Au cours de la période couverte par le Plan, un accent particulier a été mis sur la célébration du 60<sup>e</sup> anniversaire du Codex (Codex@60), accompagné d'un programme de manifestations et de ressources numériques articulés autour de thèmes clés interdépendants: «toujours essentiel à 60 ans», «l'avenir du Codex» et «les acteurs du Codex»<sup>36</sup>. Cet anniversaire important a été célébré lors de chacune des réunions des comités du Codex tenues en 2023, de la 16<sup>e</sup> session du CCNASWP, ouverte le 30 janvier 2023, à la 46<sup>e</sup> session de la Commission, qui a débuté le 27 novembre 2023, une cérémonie spéciale ayant été organisée pour marquer l'événement<sup>37</sup>.

### 2.3.2 Soutenir l'utilisation des textes du Codex

42. L'une des difficultés rencontrées dans le suivi de cet objectif tenait à l'absence d'outil permettant de mesurer l'utilisation des normes du Codex. C'est pourquoi les travaux visant à évaluer l'utilisation et les effets de ces normes, décrits à la section 2.3.3, offrent un aperçu de la manière dont les membres utilisent les textes du Codex et donnent également une idée de leur importance pour l'accès aux marchés.

43. Les initiatives en matière de renforcement des capacités n'ont pas été évaluées de manière spécifique dans le cadre du suivi du Plan stratégique du Codex. Cependant, les initiatives menées par la FAO et l'OMS ont été consignées dans les documents d'information annuels adressés à la Commission et mettent en évidence l'ampleur et la portée des activités de renforcement des capacités. Les réunions des comités de coordination ont également permis de partager des informations sur les initiatives de renforcement des capacités au niveau régional (voir le résultat 3.1 à l'appendice I). La Commission, à sa 48<sup>e</sup> session, a par ailleurs décidé d'inscrire un nouveau point à l'ordre du jour des comités de coordination afin de permettre aux observateurs de partager également des informations au sein de ces instances, y compris concernant les initiatives de renforcement des capacités. Les manifestations parallèles organisées en marge des comités du Codex ont continué d'offrir aux participants l'occasion précieuse de partager des informations et des ressources à l'appui de la mise en œuvre des normes. Les ressources étant loin de pouvoir être disponibles en plus grande quantité, il sera important de tirer parti des réunions du Codex et des outils virtuels et numériques, ainsi que de collaborer autant que possible aux initiatives de renforcement des capacités.

### 2.3.3 Suivi de l'utilisation et des effets des textes du Codex

44. Afin de soutenir les efforts visant à atteindre l'objectif 3, les membres ont chargé le secrétariat du Codex d'élaborer un mécanisme permettant de suivre l'utilisation et les effets des textes du Codex (objectif 3.3). Un modèle logique a été élaboré dans le but de déterminer les résultats intermédiaires potentiels liés à la portée, à l'utilité et à l'utilisation des textes du Codex. Par ailleurs, le Comité exécutif, à sa 82<sup>e</sup> session, a approuvé un mécanisme de suivi comprenant la mise en place d'une enquête annuelle, la réalisation d'études de cas et une collaboration avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en vue de collecter et d'analyser des données sur l'utilisation et les effets des textes du Codex.<sup>38</sup> L'enquête a été menée à titre expérimental en 2022, après quoi la Commission, à sa 45<sup>e</sup> session, a reconnu son potentiel en tant qu'outil important pour le Codex<sup>39</sup>.

45. Quatre enquêtes ont été menées sur l'utilisation et les effets des textes du Codex, afin de recueillir les avis des membres sur le Codex Alimentarius dans son ensemble, ainsi que sur 15 normes, directives et codes d'usages spécifiques et quatre textes régionaux du Codex. Les rapports d'enquête fournissent des informations sur la portée, la pertinence, la reconnaissance et l'utilisation des textes du Codex, ainsi que sur leurs effets. Le taux de réponse est passé de 52 pour cent en 2022 à 69 pour cent en 2023, puis à 71 pour cent en 2024. En 2025, il s'est stabilisé à 61 pour cent, demeurant supérieur au taux enregistré lors du lancement de l'exercice en 2022 et permettant de continuer à fournir une image représentative des effets des textes du Codex, ainsi qu'une série de données longitudinales précieuses<sup>40</sup>.

<sup>34</sup> FAO et OMS (2022). *Hygienic food, healthy sales: HACCP implementation*. [openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb8770en](https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb8770en).

<sup>35</sup> FAO et OMS (2024). *How Honduras handled the unexpected*. [openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd1005en](https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd1005en).

<sup>36</sup> CX/EXEC 22/82/9.

<sup>37</sup> REP23/CAC, paragraphe 3.

<sup>38</sup> CX/EXEC 22/82/8.

<sup>39</sup> REP22/CAC, paragraphes 184 et 187, alinéa iii; CX/CAC 22/45/14.

<sup>40</sup> FAO et OMS. 2024. *Utilisation et effets des textes du Codex. Rapport de l'enquête du Codex 2022*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc8056fr>; FAO et OMS. 2025. *Utilisation et effets des textes du Codex. Rapport de l'enquête du Codex 2023*. Rome. <https://doi.org/10.4060/CD2618fr>; FAO et OMS. 2026. *Utilisation et effets des textes du Codex. Rapport de l'enquête du Codex 2024*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd6677fr>; FAO et OMS. 2026. *Utilisation et effets des textes du Codex. Rapport de l'enquête du Codex 2025*. Rome (en cours d'élaboration).

46. Les résultats des enquêtes indiquent constamment l'importance particulière que revêtent les textes du Codex pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Ces pays font état d'un niveau élevé de satisfaction à l'égard des textes du Codex et s'appuient fortement sur ceux-ci pour orienter leur législation en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments, leurs systèmes nationaux de contrôle des aliments, leurs activités de formation, la sensibilisation des parties prenantes et la facilitation des échanges commerciaux. Les pays à revenu élevé ont moins directement recours aux textes du Codex, mais ils font également état d'un niveau élevé de satisfaction.

47. Ces résultats se sont révélés particulièrement utiles pour fournir des informations de haut niveau aux responsables politiques et aux décideurs, tant au niveau des instances internationales que dans le cadre des communications bilatérales. Un réexamen des normes déjà abordées dans les enquêtes, telles que celles relatives à la RAM et aux *Principes généraux d'hygiène alimentaire*, pourrait apporter un éclairage supplémentaire sur la pertinence et l'utilité continues du Codex Alimentarius, en particulier compte tenu de la disponibilité actuelle d'informations et de ressources supplémentaires à l'appui de leur utilisation.

48. Le deuxième volet du mécanisme concernait l'élaboration d'études de cas. Ainsi, une étude de cas a été publiée en 2025 sur le rôle du *Code d'usages en matière de prévention et réduction de la contamination des céréales par les mycotoxines* (CXC 51-2003) dans le cadre d'une approche à plusieurs volets visant à réduire la contamination du maïs brésilien par la fumonisine. Cette approche a permis de réduire efficacement les teneurs en fumonisine dans le maïs brésilien au cours des 30 dernières années, ce qui a permis d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments pour la population brésilienne et de garantir une augmentation des exportations<sup>41</sup>. La mise en œuvre de ces études de cas nécessite certes du temps et des ressources, mais elle peut apporter des enseignements précieux sur la manière dont les membres peuvent utiliser efficacement les textes du Codex pour traiter des questions qui leur sont importantes.

49. En 2024, le secrétariat du Codex, en collaboration avec le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (Comité SPS) de l'OMC, a commencé à collecter et à analyser les données issues de son système de notification concernant l'utilisation et les effets des textes du Codex sur la facilitation des échanges commerciaux, qui constituait le troisième volet du mécanisme de suivi identifié. Cette analyse est en cours. Parallèlement, en collaboration avec les secrétariats de la CIPV et de l'OMSA, le secrétariat du Codex participe aux débats sur la transparence au sein de l'OMC afin de déterminer si le système de notification peut être encore optimisé pour fournir des informations plus complètes sur l'utilisation des normes internationales. Les travaux se poursuivront en 2026.

## **2.4. Un Codex inclusif: mise en œuvre de l'objectif stratégique 4 «Faciliter la participation de tous les membres du Codex tout au long du processus d'établissement d'une norme»**

### **2.4.1 Inclusion et participation**

50. Le nombre de membres du Codex est demeuré inchangé, avec 188 pays membres et une organisation membre (l'Union européenne). Le Comité exécutif a recommandé aux directeurs généraux de la FAO et de l'OMS d'accorder le statut d'observateur auprès du Codex aux 15 organisations non gouvernementales internationales qui en avaient fait la demande. Ces nouvelles admissions ont largement compensé le retrait du statut d'observateur accordé par les directeurs généraux de la FAO et de l'OMS à neuf organisations, selon les recommandations formulées par le Comité exécutif après l'examen périodique des organisations non gouvernementales internationales ayant le statut d'observateur, achevé en 2022<sup>42</sup>. Les nouveaux observateurs apportent, entre autres, leur expertise sur des questions examinées par le Codex au cours de cette période, telles que les nouvelles sources d'aliments et les nouveaux systèmes de production d'aliments.

51. L'appendice I (objectif 4) présente un aperçu des tendances en matière de participation. De manière générale, les réunions organisées selon des modalités virtuelles ou hybrides ont enregistré un taux de participation plus élevé que les réunions en présentiel.

### **2.4.2 Incidence de la pandémie de covid-19 sur la participation**

52. La pandémie de covid-19 a perturbé les activités du Codex et conduit le secrétariat à adopter de nouvelles modalités de travail. Avec l'accord des membres, la 43<sup>e</sup> session de la Commission s'est tenue en ligne sur Zoom, en octobre 2020, et a rassemblé 905 participants inscrits, issus de 133 pays membres, d'une organisation membre et de 54 organisations ayant le statut d'observateur, ainsi que d'organismes des Nations Unies. Les retours d'informations ont montré que la participation en ligne avait permis de renforcer la présence, de favoriser des échanges plus inclusifs et d'élargir l'accès aux travaux, contribuant ainsi aux objectifs 4.2

<sup>41</sup> Liliana de Oliveira Rocha, Marta Hiromi Taniwaki, Michael Ennis, Ligia Lindner Schreiner, Farid El Haffar (2024). *Reducing fumonisin contamination in Brazilian maize: The impact of Codex standards and regulatory frameworks*. Food Research International 197(2): 115280. <https://doi.org/10.1016/j.foodres.2024.115280>; FAO et OMS (2025). *Use and impact of the Code of practice for the prevention and reduction of mycotoxin contamination in cereals (CXC 51–2003) in Brazil – Case study report*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd5586en>.

<sup>42</sup> CX/EXEC 22/82/7; REP22/EXEC1, paragraphes 107 à 113.

et 5.1 (voir le tableau 9 de l'appendice I). La participation en ligne aux 43<sup>e</sup> et 44<sup>e</sup> sessions de la Commission a également permis à davantage de membres de s'inscrire et amélioré l'inclusivité; les sessions suivantes de la Commission, organisées en présentiel, ont continué d'offrir la possibilité de participer à distance.

53. La Commission, à sa 43<sup>e</sup> session, a conclu que le report des réunions en présentiel des organes subsidiaires en 2020 ne pouvait être maintenu en 2021, et se sont dits favorables à l'utilisation, par les organes subsidiaires du Codex, d'outils et d'approches modernes en harmonie avec les valeurs fondamentales du Codex, afin de faire avancer ses travaux de manière efficace et dans des délais raisonnables<sup>43</sup>. Ainsi, la 43<sup>e</sup> session de la Commission a été suivie d'un programme complet de 19 réunions de comités et de groupes de travail (y compris les réunions des comités FAO/OMS de coordination pour cinq des six régions du Codex), toutes organisées en ligne au cours des 12 mois suivants. À sa 44<sup>e</sup> session, la Commission a ensuite donné la possibilité aux organes subsidiaires de continuer à tenir des réunions en ligne, en interprétant le règlement de la Commission de manière à autoriser la tenue à distance des sessions de ces organes<sup>44</sup>. Ce mode de fonctionnement a depuis été utilisé à plusieurs reprises, notamment lorsqu'il n'était pas possible d'organiser une réunion en présentiel (comme dans le cas du CCMAS) ou de garantir à tous les membres intéressés l'accès à certains comités spécifiques (tels que le CCFICS, le CCFA et le CCFH), ce qui a largement contribué à réduire les obstacles à la participation active aux réunions des comités du Codex, en particulier pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

54. La famille du Codex a également pris conscience du fait que les travaux ne pouvaient pas tous être menés à bien dans le cadre de réunions à distance. Ainsi, les dispositions prises pour la 44<sup>e</sup> session de la Commission prévoyaient un vote en présentiel sur rendez-vous à Genève pour l'élection du président et des vice-présidents de la Commission, tandis que les principaux responsables se réunissaient en présentiel à Rome et que les délégués participaient à nouveau à la réunion en ligne<sup>45</sup>.

55. Le vote à main levée ou par appel nominal, pour lequel aucun mécanisme en ligne n'a été approuvé par le Conseil de la FAO, peut également s'avérer nécessaire au sein du Codex pour résoudre des questions lorsque toutes les tentatives visant à parvenir à un consensus ont échoué. Les débats sur les LMR applicables au chlorhydrate de zilpatérol (médicament vétérinaire) n'ont pas permis de parvenir à un consensus lors de la 44<sup>e</sup> session de la Commission, et ce malgré les discussions approfondies et les efforts déployés par le Président<sup>46</sup>. Lors de la 44<sup>e</sup> session, la disposition de l'article XII du règlement intérieur de la Commission, prévoyant la possibilité d'adopter ou de modifier des normes par voie de vote, avait été suspendue en raison des modalités de réunion en ligne. La Commission, à sa 44<sup>e</sup> session, a reconnu la possibilité qu'aucun consensus ne puisse être atteint, même en ayant recours à des mécanismes de consultation informels, et a demandé au secrétariat du Codex de veiller à ce que tous les outils, y compris le vote, soient mis à la disposition de la Commission lors de sa 45<sup>e</sup> session, afin de permettre le règlement de la question des LMR applicables au chlorhydrate de zilpatérol.

56. En février 2020, le Comité exécutif, à sa 78<sup>e</sup> session<sup>47</sup>, avait commencé à examiner les moyens de faire face aux perturbations exceptionnelles du fonctionnement des réunions du Codex. L'ampleur des perturbations survenues entre 2020 et 2025 n'avait cependant pas été anticipée. Le Codex s'est néanmoins adapté, comme il a été expliqué précédemment, et a repris ses travaux dans un délai relativement court. Cela a non seulement permis de poursuivre les travaux, mais aussi de familiariser les participants avec un nouvel ensemble d'outils qui continuent d'être utilisés à l'heure actuelle.

### 2.4.3 Le Fonds fiduciaire du Codex

57. Tout au long de la période couverte par le Plan stratégique, le Fonds fiduciaire du Codex (FFC) a poursuivi son action en tant que partenariat pour le développement, soutenu par un groupe de donateurs restreint mais actif, afin d'aider les pays en développement et les économies en transition à participer plus efficacement aux travaux de la Commission et de ses comités (voir l'indicateur 4.1.2, appendice I).

58. Les rapports nationaux des candidats retenus au titre du FFC<sup>48</sup> témoignent de la grande diversité des résultats obtenus dans le cadre de ces projets, notamment la revitalisation des infrastructures nationales du Codex, une sensibilisation accrue des acteurs politiques et techniques, ainsi que l'amélioration des systèmes nationaux de contrôle des aliments. Le FFC a permis de renforcer durablement les capacités des pays participants au Codex et a démontré que les investissements dans les normes, les capacités et la gouvernance se traduisaient directement par des gains commerciaux, une amélioration de la sécurité sanitaire des aliments

<sup>43</sup> REP20/CAC, paragraphes 10 à 14 et 20, alinéas i et ii; CAC/43 CRD37.

<sup>44</sup> REP21/CAC, paragraphe 12, alinéa iii.

<sup>45</sup> REP21/CAC, paragraphes 130 et 131.

<sup>46</sup> REP21/CAC, paragraphes 15 à 29.

<sup>47</sup> CX/EXEC 20/78/9; REP20/EXEC1.

<sup>48</sup> Voir <https://www.who.int/fr/initiatives/codex-trust-fund/projects-and-impact>.

et un développement socioéconomique, en particulier pour les groupes marginalisés tels que les femmes.

59. C'est donc avec un profond regret que la Commission, à sa 48<sup>e</sup> session, a appris qu'en raison de difficultés financières récurrentes, la FAO et l'OMS mettraient progressivement fin au FFC en 2026<sup>49</sup>. La Commission a souligné les excellents progrès réalisés dans le cadre du FFC et a encouragé la FAO et l'OMS à rechercher d'autres mécanismes permettant de poursuivre les activités de renforcement des capacités, dont le besoin se fait cruellement sentir, en soulignant sa contribution significative à la réalisation de l'objectif stratégique 4.

#### **2.4.4 Participation durable et active**

60. Si les modalités virtuelles ont permis d'accroître la participation aux réunions du Codex, la question s'est posée de savoir si cela se traduisait également par un engagement actif. Les données recueillies concernant les inscriptions aux groupes de travail électroniques montrent certaines fluctuations liées à la pandémie, puis une stabilisation autour de 50 pour cent (appendice I, tableau 10). Les réponses aux lettres circulaires sont également demeurées relativement stables après 2020 (36 à 43 pour cent) (appendice I, tableau 11). Toutefois, il a été noté que la direction des groupes de travail électroniques reposait sur 5 pour cent environ des membres, ce qui constituait un sujet de préoccupation pour la pérennité des modalités de travail du Codex<sup>50</sup>. Des recommandations ont été formulées afin d'encourager davantage de membres à assumer des rôles de direction. Le secrétariat du Codex a élaboré un manuel destiné à faciliter la direction des groupes de travail électroniques et la participation à ces groupes<sup>51</sup>. Le secrétariat du Codex a également dispensé de manière continue et en fonction de la demande, des formations en ligne sur les principes fondamentaux des travaux du Codex, notamment la procédure par étapes pour l'élaboration des normes, la participation aux groupes de travail électroniques et l'utilisation du système de mise en ligne des observations. Ces formations sont généralement proposées aux niveaux régional ou sous-régional et sont souvent organisées en collaboration avec les coordonnateurs régionaux, la FAO ou l'OMS. Les participants ont toujours fait preuve d'un engagement fort et l'intérêt pour ces formations est resté très vif. Le secrétariat du Codex a également apporté son soutien, lorsque cela était possible, aux formations organisées par les membres. Des commentaires ont été régulièrement formulés, notamment par les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, sur le rôle important de ces opportunités de formation, qu'il s'agisse de cours de remise à niveau ou de formations destinées aux nouveaux collaborateurs des points de contact nationaux du Codex. Il sera essentiel de continuer à tirer parti des possibilités de partenariat et d'élaborer davantage de ressources en ligne, en complément des formations existantes, afin de répondre à cette demande et de favoriser une participation durable et active.

### **2.5. Apprentissage et amélioration de la mise en œuvre de l'objectif stratégique 5 «Améliorer les systèmes et pratiques de gestion des travaux qui contribuent à la réalisation efficace et effective de tous les objectifs du Plan stratégique»**

#### **2.5.1 Pratiques et systèmes de gestion du travail – rôle des outils virtuels**

61. Au cours des années 2020 à 2025, les méthodes de travail du Codex ont considérablement évolué, avec l'introduction quasi immédiate de modalités virtuelles. Les débats menés lors des 79<sup>e</sup> à 84<sup>e</sup> sessions du Comité exécutif et des 43<sup>e</sup> à 46<sup>e</sup> sessions de la Commission ont montré que les réunions tenues selon des modalités virtuelles ainsi que les réunions en présentiel avec participation à distance étaient devenues des outils indispensables pour le Codex, et que les pratiques évoluaient en permanence. Toutes les réunions du Codex sont désormais diffusées en ligne en mode «écoute», ce qui permet d'améliorer encore la transparence et l'inclusivité. Le Comité exécutif a également mis au point un modèle évolutif permettant de rendre compte de l'expérience acquise et de l'évolution des pratiques au sein de la Commission et des comités du Codex. Ces débats ont mis en lumière de nouvelles possibilités d'aider les membres à préparer leurs réunions, notamment à travers des webinaires portant sur l'étiquette à respecter lors des réunions et sur les questions clés abordées en comité.

62. Le calendrier des réunions du Codex a été considérablement perturbé par la pandémie de covid-19 et revient progressivement à la normale. L'incertitude qui en a résulté a eu des répercussions sur l'efficacité et l'efficience des systèmes et des pratiques en matière de gestion des travaux. Les efforts déployés pour stabiliser le calendrier portent leurs fruits, mais la réactivation de plusieurs comités s'occupant de produits vient alourdir un calendrier déjà très chargé. Cette situation met à rude épreuve non seulement le secrétariat du Codex, mais aussi les membres et leurs capacités à participer de manière efficace.

63. Le suivi indique que la publication en temps voulu des documents de travail reste en deçà des objectifs

<sup>49</sup> REP25/CAC, paragraphes 166 à 168 et 174, alinéa iii.

<sup>50</sup> EXEC86/CRD01.

<sup>51</sup> FAO et OMS. 2026. *Manuel destiné aux groupes de travail électroniques du Codex*. Commission du Codex Alimentarius. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd3481fr>.



fixés, en particulier en ce qui concerne les traductions (appendice I, tableau 14). Une analyse approfondie des services d'interprétation et de traduction réalisée en 2025 a permis de cerner les défis et d'identifier des solutions possibles<sup>52</sup>. La technologie peut certes contribuer à de futures améliorations, mais elle est encore insuffisante. La publication en temps voulu des documents de travail repose sur plusieurs facteurs qui ont été décrits dans un document présenté au Comité exécutif, à sa 78<sup>e</sup> session, et dont le traitement systématique a été rendu plus difficile par les perturbations imprévues liées à la pandémie de covid-19<sup>53</sup>. Néanmoins, des progrès ont pu être réalisés grâce à des modifications apportées progressivement à la structure de l'examen critique, notamment l'instauration de limites pour le nombre de mots et l'amélioration de la communication avec les membres par des mises à jour hebdomadaires intitulées «Week in Codex» (la semaine au Codex).

### 2.5.2 Le Codex numérique

64. Le Comité exécutif a noté que le recours à la technologie avait permis au Codex de fonctionner de manière à promouvoir ses valeurs fondamentales que sont l'inclusivité et la transparence, tout en rendant ses travaux plus accessibles aux membres et aux observateurs. Il a examiné la mesure dans laquelle le Codex devait envisager d'adopter de nouvelles technologies dans l'espace numérique, à condition que cela soit compatible avec ses valeurs fondamentales<sup>54</sup>.

65. Il est apparu clairement que l'infrastructure numérique qui est au cœur des travaux du Codex commence à présenter des faiblesses. Le secrétariat du Codex a entrepris des travaux préliminaires visant à renforcer l'infrastructure numérique du Codex afin de la rendre plus résistante aux menaces de cybersécurité, conformément aux politiques de la FAO en la matière. La modernisation des technologies sur lesquelles reposent les bases de données du Codex a été jugée essentielle, les travaux portant sur la *Norme générale sur les additifs alimentaires* (XCS 192-1995) ayant déjà commencé au cours des derniers exercices biennaux grâce aux économies réalisées dans le cadre du Programme ordinaire du Codex, et à des financements extrabudgétaires. Des fonds ont été obtenus afin de poursuivre ces travaux au cours de l'exercice biennal 2026-2027. Un projet est en cours visant à transférer toutes les normes du Codex dans le Portail de connaissances de la FAO, dans le cadre de la modernisation du système numérique du Codex. Si cette période a permis de mettre en évidence certaines faiblesses, les mesures visant à y remédier seront principalement mises en œuvre dans le cadre du Plan stratégique du Codex 2026-2031.

### 2.5.3 Renforcer les capacités des dirigeants du Codex

66. Des enquêtes réalisées après les réunions ont été menées tout au long de cette période. Les commentaires reçus à l'issue des sessions du Codex ont été, dans l'ensemble, très positifs. Les possibilités et les ressources permettant de soutenir une formation spécifique destinée aux présidents, aux coordonnateurs ou aux secrétariats des pays hôtes étaient limitées. Les réunions organisées en marge de la Commission avec les présidents et les coordonnateurs des comités soulignent la nécessité de disposer de ressources supplémentaires pour soutenir leur action. Le nouveau manuel des groupes de travail électroniques a été publié au cours de cette période et sera disponible dans toutes les langues. Les travaux sur les ressources seront poursuivis à l'avenir, en commençant par une révision du manuel des présidents et la mise au point définitive des orientations relatives aux propositions de nouveaux travaux. L'élaboration de ressources numériques supplémentaires a également été recommandée lors de réunions informelles avec les présidents.

## 3. CONCLUSION

67. Le suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex 2020-2025 révèle des progrès solides pour l'ensemble des objectifs stratégiques et réaffirme la pertinence constante du Codex dans son action face aux défis mondiaux en constante évolution en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments. Un nombre important de normes a été élaboré et adopté, la majorité d'entre elles ayant été mises en place dans les délais prévus et largement reconnues par les membres comme répondant à leurs besoins prioritaires. Les données issues d'enquêtes et d'autres sources indiquent que les textes du Codex continuent de jouer un rôle fondamental aux niveaux des systèmes nationaux de sécurité sanitaire des aliments, des cadres réglementaires et du commerce international, et qu'ils sont particulièrement utilisés par les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

68. La période étudiée a également été marquée par une capacité d'adaptation remarquable. Le Codex a assuré la continuité de ses travaux d'établissement de normes dans des circonstances sans précédent, notamment la pandémie de covid-19, en déployant rapidement des modalités de travail virtuelles et hybrides. Ces dispositions ont favorisé une large participation et ont par la suite été intégrées dans les pratiques courantes, ce qui a contribué à renforcer l'inclusivité, la transparence et la flexibilité. Dans le même temps, le Codex a continué de démontrer sa capacité à répondre aux problèmes naissants, renforçant ainsi davantage

<sup>52</sup> CX/EXEC 25/88/4.

<sup>53</sup> CX/EXEC 20/78/8 et REP20/EXEC1, paragraphes 102 à 109.

<sup>54</sup> CX/EXEC 23/85/3.



sa réactivité et sa pertinence.

69. Plusieurs enseignements ont été tirés dans le cadre de la mise en œuvre. Tout d'abord, l'obtention de résultats repose non seulement sur l'élaboration de normes, mais aussi, et de plus en plus, sur leur communication, leur adoption et leur utilisation efficaces, ce qui souligne l'importance de redoubler d'efforts afin de soutenir la mise en œuvre et de mesurer les effets. Deuxièmement, la pérennité des avis scientifiques sur lesquels reposent les normes du Codex est essentielle; les contraintes en matière de ressources, de disponibilité des données et de capacités doivent faire l'objet d'une attention constante de la part de la FAO, de l'OMS et des membres. Troisièmement, malgré une participation accrue, notamment dans le cadre de modalités virtuelles, la persistance d'obstacles à un engagement actif et à la mise en œuvre, en particulier pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, met en évidence la nécessité d'efforts soutenus et coordonnés en matière de renforcement des capacités. Quatrièmement, pour le secrétariat du Codex, cette période a été marquée par des changements sans précédent, ce qui souligne la nécessité de consolider les acquis en matière de nouvelles méthodes de travail tout en relevant les défis structurels. Il est notamment nécessaire de continuer à améliorer les processus de gestion des documents afin d'accélérer leur publication, de renforcer les outils et les infrastructures numériques, et de soutenir davantage les membres afin de favoriser leur participation et leur engagement dans un contexte où la charge de travail et la complexité des tâches ne cessent d'augmenter.

70. Dans l'ensemble, la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex 2020-2025 est autant synonyme de continuité que de changement. Le Codex a su préserver sa force fondamentale en tant qu'organisme de normalisation fondé sur la science et pris en main par ses membres, tout en adaptant ses méthodes de travail et en élargissant son champ d'action pour mettre l'accent sur les effets et l'inclusivité. Ces évolutions fournissent une base solide pour la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex 2026-2031, qui s'appuie sur ces réalisations et vise à renforcer encore la contribution du Codex à la sécurité sanitaire des aliments, à la facilitation des échanges commerciaux et aux systèmes alimentaires durables à l'échelle mondiale.

#### **4. POSTFACE: LE PLAN STRATÉGIQUE DU CODEX 2026-2031**

71. La Commission, à sa 47<sup>e</sup> session, a adopté le Plan stratégique du Codex 2026-2031<sup>55</sup>, qui s'inscrit dans la continuité du processus d'évolution constante des plans stratégiques du Codex engagé depuis le début du millénaire. Ce Plan stratégique s'appuie fortement sur le précédent, dans un esprit de continuité, en reprenant la vision, la mission et les valeurs du Codex.

72. Certains signes indiquent également que le Codex est en pleine mutation. Le Plan stratégique du Codex 2026-2031 envisage un Codex du futur, davantage tourné vers l'extérieur et faisant preuve d'un esprit de curiosité plus affirmé. Tourné vers l'extérieur, il sera ouvert à la collaboration et s'efforcera de comprendre, puis d'agir pour déterminer comment le Codex pourrait intervenir – dans le cadre de sa mission de protection de la santé des consommateurs et de promotion de pratiques loyales dans le commerce des aliments – afin de relever des défis mondiaux plus larges, notamment la transition vers des systèmes alimentaires résilients. Plus curieux, il utilisera plus activement l'analyse et la prospective scientifique pour définir ses priorités, voire anticiper les problèmes susceptibles de perturber les échanges commerciaux, plutôt que de se contenter de réagir à ces problèmes une fois que les perturbations sont apparues.

73. Bon nombre de ces défis plus larges liés aux systèmes alimentaires dépassent les compétences du Codex en matière de sécurité sanitaire des aliments et de facilitation des échanges. À cet égard, le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires ainsi que les bilans qu'il dresse tous les deux ans continueront de définir le programme mondial plus large en faveur du changement.

#### **5. RECOMMANDATIONS**

74. La Commission, à sa 49<sup>e</sup> session, est invitée à:

- i. prendre note des informations fournies;
- ii. examiner l'ampleur et la portée des résultats obtenus grâce à la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex 2020-2025, ainsi que la manière dont ceux-ci peuvent éclairer la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex 2026-2031.

---

<sup>55</sup> REP24/CAC, paragraphes 213 à 216.

## APPENDIX I

## IMPLEMENTATION OF THE CODEX STRATEGIC PLAN 2020-2025

**Goal 1. Address current, emerging and critical issues in a timely manner****Objective 1.1 Identify needs and emerging issues****Outcome 1.1.1 Improved ability of Codex to develop standards relevant to the needs of its Members****Indicator 1.1.1 Extent that Codex Members recognize Codex texts as meeting Members' priority food safety and quality needs**

1. CCEXEC84 agreed to draw the information on indicator 1.1.1 (Extent that Codex Members recognize Codex texts as meeting Members' priority food safety and quality needs) from the related questions in the Codex survey on the use and impact of Codex texts. As shown in Table 1, between 2022 and 2025, the share of Members which considered Codex texts "extremely" or "mostly" useful in meeting their priority food safety and quality needs remained consistently over 85 percent. The indicator was introduced in 2022.

**Table 1: Extent that Codex Members recognize Codex texts as meeting Members' priority food safety and quality needs**

	2022-2023 biennium		2024-2025 biennium	
	2022 survey	2023 survey	2024 survey	2025 survey
Extremely useful	21.2%	14.3%	18.3%	18.6%
Mostly useful	67.1%	71.4%	69.0%	71.7%
Somewhat useful	8.2%	12.5%	11.1%	9.7%
Marginally useful	3.5%	1.8%	1.6%	0%
Grand Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

**Objective 1.2 Prioritize needs and emerging issues****Outcome 1.2.1 Timely Codex response to emerging issues and the needs of Members****Indicator 1.2.1 Time taken from the identification of new issues to the submission of proposals for new work to CCEXEC**

2. Table 2 shows the percentage of new work approved within 2 years from identification of new issue:
- All new work proposals met the target for CAC43 (2020) and CAC45 (2022);
  - CAC44 (2021) was held virtually, and time dedicated to new work was limited.
  - The three new work proposals that were approved at CAC46 (2023) took more than 2 years after their identification because they were delayed due to the COVID-19 pandemic.
  - CAC47 (2024) and CAC48 (2025) approved the highest number of new work proposals during the 2020-2025 period.
  - Considering the entire period covered by the Codex strategic Plan 2020-2025, seven out of ten new work proposals were approved within 2 years from identification of new issue.
3. It is important to note the valuable role of discussion papers in scoping work from the point of first identification to presentation of a project proposal, particularly on complex issues, which facilitates the following work on developing or revising the proposed Codex text.

**Table 2: Time taken from the identification of new issues to the submission of proposals for new work to CCEXEC**

Year	CAC Session	Number of new work approved within 1 year from identification of new issue	Number of new work approved within 2 years from identification of new issue	Number of new work approved in more than 2 years from identification of new issue	% of new work approved within 2 years from identification of new issue
2020	CAC43	1	1	0	100%
2021	CAC44	1	0	3	25%
2022	CAC45	2	0	0	100%
2023	CAC46	2	2	3	57%
2024	CAC47	13	1	4	78%
2025	CAC48	3	4	3	70%

**Indicator 1.2.2 Time taken for prioritized emerging issues to result in revised or new Codex texts**

4. Table 3 below shows the percentage of non-numerical standards and revisions adopted between 2020 and 2025 within 5 years' time.<sup>56</sup> On average, 80 percent of final texts were adopted within 5 years during this period.

**Table 3: Time taken for prioritized emerging issues to result in revised or new Codex texts**

Year	CAC session adopting new texts	Percentage of Codex texts adopted within 5 years
2020	CAC43	76%
2021	CAC44	94%
2022	CAC45	79%
2023	CAC46	70%
2024	CAC47	87%
2025	CAC48	75%

5. Table 3 does not capture extensive work ongoing in some committees to revise and/or restructure existing standards e.g. Codex Committee on Methods of Analysis and Sampling (CCMAS) and Codex Committee on Food Additives (CCFA). Given the differences in the standard setting mechanism, the numbers of standards set and their complexity, it is therefore not possible to give a complete picture of the rate of standards development with a single methodology.

**Goal 2. Develop standards based on science and Codex risk-analysis principles****Objective 2.1 Use scientific advice consistently in line with Codex risk analysis principles****Outcome 2.1.1 Scientific advice is taken into account consistently and in line with Codex risk analysis principles by all relevant committees during the standard setting process****Indicator 2.1.1 Proportion of texts considered by CCEXEC, as part of its work to monitor the progress of standards development, for which reports by subsidiary body Chairs indicate how scientific advice was used and any other legitimate factors were considered in developing Codex texts**

6. The critical review process includes comments by the Codex Secretariat and the Committee Chairpersons on the use of or need for scientific advice for the different topics under consideration by the various committees. For the CCFA and the Codex Committee on Contaminants in Foods (CCCF) there is a well-defined and well-established mechanism in place for obtaining scientific advice, as need be, from the Joint FAO/WHO Expert Committee on Food Additives (JECFA); for the Codex Committee on Pesticide Residues (CCPR) from the Joint FAO/WHO Meeting on Pesticide Residues (JMPR); for the Codex Committee on Food Hygiene (CCFH) from the Joint FAO/WHO Expert Meetings on Microbiological Risk (JEMRA); and for the

<sup>56</sup> This is based on Codex texts that were adopted following submission and approval of new work proposals. Standards without a job number such as ongoing work and amendments were excluded from the scope of this study. Numerical standards such as maximum residue limits (MRLs), food additive provisions and maximum levels for contaminants that are developed following approval of priority lists for scientific advice were also excluded.

Codex Committee on Nutrition and Foods for Special Dietary Uses (CCNFSDU) from the Joint FAO/WHO Expert Meetings on Nutrition (JEMNU).

7. In CCFH, a dynamic communication mechanism with JEMRA has been established, and new Codex food hygiene texts were developed, and existing texts were updated, as appropriate, based on the latest scientific advice provided by JEMRA. CCFH54 (March 2024) concluded the development of the Guidelines for the control of Shiga Toxin-Producing *Escherichia coli* (STEC). CCFH55 (December 2025) completed the development or revision of several texts, including the Guidelines for the safe use and re-use of water in food production and processing; the Guidelines for the control of *Campylobacter* and *Salmonella* in chicken meat; and the Guidelines on the application of general principles of food hygiene to the control of *Listeria monocytogenes* in foods. CCFH55 also requested FAO and WHO to provide scientific advice through JEMRA, including undertaking a risk assessment on spore-forming pathogens such as *Clostridium botulinum* and *Bacillus cereus* in powdered infant formula, and developing a risk assessment tool to support the revision of the Guidelines on the application of general principles of food hygiene to the control of viruses in food, as well as advice on the holding frozen temperature threshold to guarantee food safety across a range of different food commodities.

8. CCPR establishes maximum residue limits (MRLs) for pesticides in food and feed based on the scientific advice provided by JMPR. This work relies on the reports provided annually by the regular meetings of JMPR, based on the priority list of pesticides for evaluation agreed by CCPR and approved by the Codex Alimentarius Commission (CAC). The importance of the timely provision of JMPR advice was illustrated by the delay in the publication of the JMPR 2024 report, which affected the scheduling of CCPR56 (September 2025 as opposed to the first half of the year). Subject to the availability of resources, JMPR has organized extraordinary meetings to consider additional MRLs for existing compounds. Although no such meetings were held in 2024 nor 2025, they are intended to help reduce the JMPR backlog of pesticide evaluations and increase the availability of Codex MRLs for international trade. Codex MRLs adopted by CAC are available in the database for residues of pesticides in food and feed.

9. CCRVDF establishes maximum residue limits (MRLs) for veterinary drugs in foods and other risk management recommendations based on the scientific advice provided by JECFA. This work relies on the report provided by JECFA meetings dedicated to veterinary drugs based on the priority list of veterinary drugs for evaluation agreed by CCRVDF and approved by the Codex Alimentarius Commission (CAC). In addition, CCRVDF conducts extrapolation of existing MRLs for veterinary drugs in foods to one or more species. Although these MRLs are recommended by CCRVDF, this can only be done on the basis of the outcomes of JECFA evaluations. The criteria and procedure for CCRVDF to extrapolate MRLs is described in Annex C to the Risk Analysis Principles applied by CCRVDF in the *Procedural Manual*, and it does not allow extrapolation of MRLs for veterinary drugs to one or more species if the compound has not been previously assessed by JECFA. CCRVDF also establishes action levels for veterinary drugs due to unavoidable and unintentional carryover in feed in accordance with the criteria and procedures established in Annex D of the Risk Analysis Principles applied by CCRVDF. CCRVDF also recommends risk management recommendations provided by JECFA as a risk management option when it is not possible to establish MRLs. All these risk management outputs are available in the database for residues of veterinary drugs in foods.

10. In CCFA, the priority list of substances proposed for evaluation by JECFA is an important pillar of its work and JECFA's advice constituted the primary scientific basis for CCFA's deliberations and related risk management decisions. An increasing number of substances have been included in the priority list, reflecting the evolving needs of the Committee's work. While only a limited proportion of these substances can be evaluated by JECFA, the establishment and regular endorsement of the priority lists continue to provide a transparent and structured framework to support the progressive development of Codex standard for food additives. In this regard, CAC47 (November 2024) and CAC48 (November 2025) approved the priority lists of substances proposed for evaluation by JECFA as forwarded by CCFA54 (April 2024) and CCFA55 (March 2025), respectively.

11. CCCF establishes maximum levels for contaminants in food and feed based on the scientific advice provided by JECFA. This work relies on the report provided by JECFA meetings dedicated to contaminants based on the priority list of veterinary drugs for evaluation agreed by CCCF. In addition, FAO and WHO may provide scientific advice through ad hoc expert meetings or consultations that can assist CCCF in the establishment of MLs or the development of further other complementary guidance such as codes of practice. For the period 2024–2025, CAC47 (November 2024), among others, adopted MLs for lead in several food categories based on JECFA risk assessments. CAC47 also adopted the Code of practice for the prevention or reduction of ciguatera poisoning, based on scientific advice provided through the FAO/WHO Report of the Expert Meeting on Ciguatera Poisoning published in 2020. CAC48 (November 2025) adopted the revised Code of practice for the prevention and reduction of aflatoxin contamination in peanuts based on JECFA evaluations of aflatoxins.

12. CCNFSDU44 (October 2024) completed the work on the General principles for establishing nutrient reference values – requirement (NRVs-R) for persons aged 6 to 36 months as well as some NRVs for older infants and products for young children. Work on additional NRVs will continue in 2025/2026. This work took into account and will continue to consider the FAO scientific report on Review of derivation methods for dietary intake reference values for older infants and young children as well as the more recent Joint FAO/WHO scientific advice on the update of nutrient intake values (NIVs) for infants and young children from birth through three years of age. CCNFSDU44 also agreed to request FAO and WHO to conduct a review of the documents “Health and Nutrition Properties of Probiotics in Food including Powder Milk with Live Lactic Acid Bacteria” (2001) and “Guidelines for the Evaluation of Probiotics in Food” (2002), incorporating a literature review of scientific evidence on probiotics.

13. CCFL, at its 45th session in 2019, requested scientific advice from FAO and WHO to support its work on the development of allergen labelling provisions. However, the COVID-19 pandemic resulted in delays in convening expert meetings and in the publication of the final reports of the ad hoc Joint FAO/WHO Expert Consultation on Risk Assessment of Food Allergens, which impacted the progress of the work on food allergen labelling. Following the gradual completion of this work, the ad hoc Joint FAO/WHO Expert Consultation issued a series of reports, with a total of five reports published by February 2024. The availability of these reports enabled the Committee to take into account the full set of scientific advice from the Expert Consultation in advancing its work. CAC47 (November 2024) adopted the revision of allergen provisions in the *General standard for the labelling of pre-packaged foods* (CXS 1-1985) forwarded by CCFL48 (October 2024). In addition, the proposed draft annex to CXS 1-1985 — Guidelines on the use of precautionary allergen labelling — was advanced to Step 5.

## **Objective 2.2 Promote the submission and use of globally representative data in developing and reviewing Codex standards**

### **Outcome 2.2.1 Codex standards are developed with reference to globally representative data**

#### **Indicator 2.2.1 Proportion and regional distribution of Codex Members who contribute to calls for data from working groups and Joint FAO/WHO Expert Committees/Meetings**

14. FAO continues to develop Members’ capacity to participate in and submit data to FAO/WHO Expert Committees. In 2025 FAO has finalized and launched the JECFA Toolbox for Veterinary Drug Residues Risk Assessment (<https://www.fao.org/jefca-toolbox-veterinary-drugs-assessment>). The Toolbox provides a step-by-step overview of the process used by the Joint FAO/WHO Expert Committee on Food Additives (JECFA) to assess the risks of veterinary drug residues in animal-derived foods. It also explains how these assessments lead to the derivation of maximum residue limits (MRLs), which JECFA recommends to CCRVDF to protect consumers’ health and support fair international trade. Structured into six interactive sections and available in three languages (EN, FR and SP), the Toolbox covers key concepts of the risk assessment process, data requirements, real-world case studies and practical guidance. Short quiz questions help reinforce learning, while tips throughout the modules direct users to further reading for deeper exploration of specific topics. The JECFA Toolbox is designed for use by prospective JECFA experts, national or regional regulatory agencies responsible for veterinary drug approval or food quality standards, the pharmaceutical industry, producers in animal agriculture or veterinary associations. The Toolbox aims to support capacity building worldwide, helping stakeholders strengthen food safety systems, enhance engagement in Codex processes, and reaffirming FAO’s commitment to evidence-based food safety and global harmonization of residue standards.

15. FAO continued to support countries on the use of individual-level quantitative dietary data shared through the FAO/WHO Global Individual Food Consumption Data Tool (FAO/WHO GIFT) to improve the consistency and reliability of dietary exposure assessments, a critical step in establishing suitably protective limits for microbiological or chemical agents in food. Promoting dietary data and its importance for food safety continued as a part of regular capacity building and advocacy activities carried out by FAO. For example, technical inputs and capacity development are being provided for dietary data collection in Azerbaijan which lacks food consumption data to perform accurate dietary intake and exposure assessments. A capacity development training composed of two sessions was delivered in November 2025 for staff of the Azerbaijan Food Safety Agency (AFSA) and Azerbaijan Food Safety Institute (AFSI), to support design, choice of data collection tools and design/planning of a pilot survey. Following this, support is being provided on the preparation, development of materials, and implementation of the survey through online and in person trainings in 2026.

16. A series of Codex e-learning courses, comprising of 18 lessons of self-paced learning, is available on the FAO e-Learning academy, in English, French and Spanish. The courses offer an introduction to Codex, functioning of national Codex programmes, explaining the role of science and risk analysis in Codex and providing guidance on how to engage effectively in Codex at regional and international levels. A fifth course offering a deep dive into Risk Assessment in the framework of Codex was developed in 2025 in English. The new course explains how Codex Members can request, contribute to and use the outcomes of FAO/WHO risk



assessment activities with thematic sub lessons on food additives, contaminants and toxins, residues of veterinary drugs, pesticide residues, and microbiological hazards. All courses are offered free of charge as a public good. A digital badge certificate is issued upon successful completion of a final test at the end of each course.

17. WHO facilitated submissions received by the Global Environment Monitoring System - Food Contamination Monitoring and Assessment Programme (GEMS/Food) in response to calls for data by CCCF to support the setting of MLs. WHO conducted a series of training workshops on generating and submitting data for Codex work, including exposure assessments for JECFA and the establishment of maximum limits (MLs). This included a regional workshop in the African region, held together with the African Union Interafrican Bureau for Animal Resources (AU-IBAR) in Morocco in 2024. WHO also jointly conducted with the Korean Ministry of Food and Drug Safety the First regional Asia Pacific Workshop on Total Diet Studies in 2025, including an online tutorial on different aspects of the data generation process, as well as a hybrid experience sharing conference. Additional training sessions on exposure assessment for chemical hazards is scheduled for 2026 to specifically support India.

### **Objective 2.3 Promote sufficient and sustainable funding for expert bodies that deliver scientific advice**

**Outcome 2.3.1 FAO and WHO expert bodies are providing scientific advice within timeframes agreed between committees and FAO/WHO, and these timeframes allow standard development to progress in a timely manner**

#### **Indicator 2.3.1 Extent of and any changes in core funding for scientific advice within FAO and WHO**

18. FAO and WHO continued to assign high importance to the scientific advice programme, providing a strong scientific foundation for all Codex standards.

19. While Codex remained the primary beneficiary of the joint FAO/WHO scientific advice programme, other UN agencies (for example, the World Food Programme) also requested scientific advice, and outputs of the programme were also used directly by FAO and WHO members to strengthen their science-based decision making on food safety and nutrition issues at national and regional levels.

20. In FAO, the funds supporting activities and staff costs related to the provision of scientific advice originated from FAOs regular budget and through extra-budgetary resources. Key scientific advice meetings and consultations that supported the standard setting work of Codex (such as JECFA, JEMRA, JMPR) were recognized as Corporate Technical Activities in FAOs Programme of Work and Budget which has ensured budgetary security for these activities in the 2022-2023 biennium. The delivery of scientific advice was made possible through the highly appreciated contributions of Canada, the European Union, France, Ireland, Japan, New Zealand and the United States of America.

21. In WHO, the programme for Scientific Advice to the Codex Alimentarius Commission through the expert committees of JECFA, JMPR, JEMRA, and JEMNU was mainly funded by voluntary contributions from European Union; Canada; Japan; Republic of Korea.

#### **Indicator 2.3.2 Proportion of scientific advice provided within established timeframes**

22. For several general subject committees, there are well-defined and well-established mechanisms in place for obtaining scientific advice from FAO/WHO expert bodies: for CCFA, CCCF, and CCRVDF from JECFA; for CCPR from JMPR; for CCFH from JEMRA; and for CCNFSU from JEMNU.

23. The collaboration between the expert bodies and the relevant Codex committees is well coordinated, and the respective meetings are scheduled to take into account the workflow between them. However, in some cases, requests for scientific advice may be beyond the scope of the established scientific bodies and these are addressed through ad hoc expert consultations, for example on allergens for CCFL.

24. The delivery of scientific advice is impacted by a number of factors including the number of requests, the availability of resource, expertise and relevant data. Other aspects such as review and update of methodology can also impact progress. Scientific advice was delivered to CCFA, CCCF, CCFH, CCFL, CCPR. This has contributed to great progress in the GFSA, food hygiene, precautionary allergen labelling and more. However, challenges in areas such as methodology for the assessment of pesticide residues, led to a delay in the availability of scientific advice and disrupted the Codex meeting's schedule. While CCPR was still able to meet before CAC in 2025, it will take a couple of years to be fully back on track. A backlog also remains but it is gradually decreasing. The lack of data from certain geographic areas on contaminants, despite multiple data calls, has made progress more challenging, even though eventually most of the issues were resolved.

25. Organizational changes in WHO impacted their work in 2025. Their commitment to the scientific advice to Codex remained intact but the impact of some related delays to JECFA work will continue to be felt in 2026, such as the postponement of the JECFA session on residues of veterinary drugs in food and the reduction in the agenda of the JECFA meeting on contaminants.

26. The challenges encountered highlight the delicate balance between scientific advice and standard setting, and shone a spotlight on this relationship during discussions in several Codex meetings. These discussions emphasized the importance of timely scientific advice to ensure timely development and adoption of science-based Codex standards; the importance of adequate resources for all scientific advice bodies; and the need adequate information on priorities and related costs to support Members in their efforts to secure resources for scientific advice. The efforts that took place in CCPR to try and find means of addressing the backlog of requests is also noteworthy. While challenges cannot be resolved overnight, and new technologies and more resources can facilitate progress, engagement from Members, Observers, FAO and WHO together with the Codex Secretariat indicate a concerted and critical commitment which is necessary to address delays and other challenges that can impact standard setting.

27. Despite the challenges encountered for the delivery of scientific advice from FAO/WHO expert bodies during 2024-2025, it did not cause a major disruption to the work of the respective committees which overall progressed well.

28. Additional and more detailed information on the provision of scientific advice can be found in the documents for CCEXEC's critical review during 2024-2025.<sup>57</sup>

### **Goal 3. Increase impact through the recognition and use of Codex standards**

#### **Objective 3.1 Raise the awareness of Codex standards**

#### **Outcome 3.1 Codex Members are proactively promoting the use of Codex standards**

29. Coordinators report regularly on the implementation of regional work plans. All related performance indicators are therefore presented in the dedicated progress reports on regional work plans and regional communication plans. Reports from the six Codex regions demonstrate the strong commitment of Members to sharing news and events at national and regional level, under the coordination of the respective Coordinators, thereby meeting or, in some cases like CCAFRICA, exceeding the contribution targets set for each region.

30. Between 2020 and 2025, the number of country contributions to Codex communication activities rose significantly. This growth was driven primarily by Members from all Codex regions actively sharing news on national and regional Codex-related work, as well as by the annual celebration of World Food Safety Day (7 June), which has become a powerful platform for simultaneously raising awareness of food safety and the role of Codex standards. Codex work on raising awareness is strategically assessed across three interconnected pillars:

- Enhancing the visibility of Codex;
- Improving the accessibility and visibility of Codex texts; and
- Measuring and demonstrating the use and impact of Codex texts.

31. Several high-profile publications released during the period have further strengthened Codex visibility. These include new case studies on the practical application and benefits of Codex texts, notably:

- Use and impact of the *Code of practice for the prevention and reduction of mycotoxin contamination in cereals* (CXC 51-2003) in Brazil (published 2025). This study documents how Brazil's adoption of the Codex code reduced fumonisin levels in maize over the past 15+ years, leading to major improvements in public health, export quality, and market value.
- The new flagship series Codex in Action, which presents concrete examples of how Codex standards and related texts are implemented at national and regional levels, highlighting tangible benefits for food safety, trade, and consumer protection.

32. The Codex Secretariat has maintained a strong multi-channel presence through its annual magazine, website news, videos, podcasts, and social media:

- The Codex Secretariat published more than 1 300 web news stories covering Codex meetings and standard-setting work, as well as capacity-building activities, trainings, webinars, and events held worldwide.
- The Codex podcasts feature in-depth conversations with international experts on the science, trade,

<sup>57</sup> <https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/committees/executive-committee/meetings/en/>

and policy dimensions of food safety and quality standard setting.

- The official Codex X account (@FAOWHOCodex) has grown its audience to over 30 500 followers (as of March 2026), serving as a key platform for real-time engagement with Members, stakeholders, and the global food-safety community.
- In addition, the annual CODEX magazine continues to be a flagship publication, with a new digital version set to be published as the annual report of the work of the Codex Alimentarius Commission as of December 2026.

#### **Indicator 3.1.1 Extent that Codex texts are disseminated to stakeholders by Members**

33. As shown in Table 4, the share of Members which responded that Codex texts are disseminated to stakeholders by Members in a “fair” to “very well” way follows an increasing trend, exceeding 90 percent. The indicator was introduced in 2022.

**Table 4: Extent that Codex texts are disseminated to stakeholders by Members**

	2022 survey	2023 survey	2024 survey	2025 survey
Very well	6%	7%	10%	14%
Well	33%	29%	28%	35%
Fair	50%	55%	56%	44%
Poor	10%	7%	6%	7%
Very poor	1%	2%	0%	0%
Grand Total	100%	100%	100%	100%

#### **Indicator 3.1.2 Degree that new knowledge from Codex texts has been gained by Members**

34. The share of Members responding that they had gained “somewhat” to “a great deal” of knowledge from Codex texts, followed an increasing trend from 2022 to 2025, exceeding 90 percent. On the other hand, the share of Members responding that they had gained “very little” knowledge from Codex texts decreased from 8 percent in 2022 to none in 2025.

35. More detailed responses show that LMICs gained more knowledge from Codex texts than HICs. For instance, in 2025, more than 85 percent of LMICs respondents found that they gained “a great deal” of knowledge or “quite a bit” of knowledge from Codex texts. This may be due to the additional reliance of LMICs on Codex texts, compared to HICs that may have more capacities to carry-out their own risk assessment and standard setting work. The indicator was introduced in 2022.

**Table 5: Degree that new knowledge from Codex texts has been gained by Members**

	2022 survey	2023 survey	2024 survey	2025 survey
A great deal	18%	30%	11%	11%
Quite a bit	33%	28%	53%	50%
Somewhat	41%	38%	33%	39%
Very little	8%	4%	2%	0%
Not at all	0%	0%	1%	0%
Grand Total	100%	100%	100%	100%

### **Objective 3.2 Support initiatives to enable the understanding and implementation/application of Codex standards**

#### **Outcome 3.2.1 Increased use of Codex standards in the development of national food standards and regulations**

##### **Indicator 3.2.1 Extent that Codex texts have been used as a baseline to inform Members' newly developed or revised food legislation, policies, regulations, programs and/or practices**

36. As shown in Table 6, from 2022 to 2025, over 90 percent of Members relied on Codex texts to inform newly developed legislation, policies and/or regulations.

37. Further analysis of HICs and LMICs responses, clearly indicated that LMICs used Codex texts as a baseline more than HICs. In 2025, approximately 83 percent of LMICs respondents expressed that they use Codex texts, “mostly” to “completely”, as a baseline to inform food legislation, policies and/or regulations. This was in line with evidence and experience of the Codex Secretariat, where due to the available capacity and resources in LMICs, it is more efficient to directly adopt or adapt Codex texts to build their own food safety legislation and policies. The indicator was introduced in 2022.

**Table 6: The extent to which Codex texts have been used as a baseline to inform Member's newly developed or revised food legislation, policies, regulations, programs and/or practices**

	2022 survey	2023 survey	2024 survey	2025 survey
A great deal	24%	35%	14%	13%
Quite a bit	31%	23%	46%	51%
Somewhat	41%	34%	33%	35%
Very little	5%	6%	6%	0%
Not at all	0%	1%	2%	0%
Grand total	100%	100%	100%	100%

### Outcome 3.2.2 Increased use of Codex standards by the food trade

**Indicator 3.2.2 Degree that Codex texts are used by Members: i) to strengthen national food control systems; ii) increase stakeholder awareness of food safety and quality issues and evidence-based interventions and recommendations; iii) inform and to update food safety and quality training and educational programmes and related tools; and iv) help improve member state commodity trade**

38. Responses on the extent to which Codex texts are used to support the first three dimensions have broadly consistent from 2022 to 2025. Further analysis shows that LMICs reported a higher use of Codex texts than HICs. In 2022, around 75 percent of LMICs respondents expressed that they used Codex texts “completely” or “mostly”, increasing to around 85 percent in 2025.<sup>58</sup> This difference may reflect the greater availability of resources and technical expertise in HICs, while LMICs rely more directly on Codex texts. The indicator was introduced in 2022.

**Table 7: Degree that Codex texts are used by Members**

	Degree that Codex texts are used by Members to strengthen national food control systems				Degree that Codex texts are used by Members to increase stakeholder awareness of food safety and quality issues and evidence-based interventions and recommendations				Degree that Codex texts are used by Members to inform and to update food safety and quality training and educational programmes and related tools			
	2022	2023	2024	2025	2022	2023	2024	2025	2022	2023	2024	2025
Completely	22%	24%	16%	21%	18%	20%	13%	16%	18%	19%	14%	18%
Mostly	40%	36%	49%	46%	39%	37%	48%	40%	33%	39%	42%	39%
Somewhat	32%	34%	29%	32%	32%	41%	34%	41%	38%	37%	37%	38%
To a minor extent	5%	3%	6%	1%	9%	2%	5%	3%	7%	4%	6%	5%
Not at all	1%	2%	0%	0%	1%	1%	0%	0%	1%	1%	1%	0%
Do not know	1%	1%	0%	0%	1%	1%	0%	0%	2%	0%	0%	0%
<b>Grand Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

39. Following comments from Members on the 2022 survey, the trade dimension (iv. help improve member state commodity trade) was separated from the previous indicator and asked as a separate question from the 2023 survey. The new and more specific question, which substituted the previous question on trade dimension, aimed to assess in greater depth the extent that Codex texts in general are used to improve Member State commodity trade and covered five areas as indicated in Table 8a and Table 8b.

<sup>58</sup> <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd2618en> and 2025 survey data (to be published)





### Objective 3.3 Recognise and promote the impact of Codex standards

#### Outcome 3.3.1 Having a mechanism/tool to measure the impact of Codex standards developed and piloted

##### Indicator 3.3.1 Progress on the development of a mechanism to measure impact of Codex standards

43. The survey on the use and impact of Codex texts was carried out from 2022 to 2025 and the related reports were published.<sup>59</sup>

44. A first case study was carried out in 2024 to showcase a successful use and impact of the *Code of practice for the prevention and reduction of mycotoxin contamination in cereals* (CXC 51-2003) in Brazil. Brazil was particularly successful in leading the revision of the CoP in CCCF and later on using the updated CoP to support the adoption of MLs on aflatoxins in maize and consequentially increase its exports. This case study yielded several lessons learned and good practices on the application of the CoP and of Codex texts in general that can be replicated by other countries.<sup>60</sup>

45. Collaboration among the three sisters (the Codex Alimentarius Commission, the International Plant Protection Convention and the World Organisation for Animal Health) is ongoing. An article was published in 2025, which highlighted the synergies of the three sisters in monitoring the impact of their work, with more than 2 000 downloads (as of March 2026).<sup>61</sup> The three sisters are also collaborating as Observers for the SPS Committee,<sup>62</sup> providing their expertise and inputs during the meetings.

46. In 2025, the Codex Secretariat began preparatory work with the WTO to revise the platforms for SPS notifications and Specific Trade Concerns, with the aim of gathering more meaningful information and data on the use and impact of Codex texts on the international trade of safe food.

### **Goal 4. All Codex Members have the capacity to participate at all stages of the Standard setting process**

#### Objective 4.1 Enable sustainable national Codex structures in all Codex Member countries

##### Outcome 4.1.1 Participation by all Codex Member countries in the work of Codex Committees and working groups

##### Indicator 4.1.1 Number of Members registering to CAC and the active general subject committees

47. The Codex Secretariat is monitoring trends in Member Countries' registration in Codex meetings, comparing data over the last two biennia. Registration to Codex meetings must be done by the Codex Contact Point, hence such registration reflects the presence of an active contact point and a degree of management of Codex work at the national level. As shown in the table below, the majority of Members attend CAC, while a smaller part attends general subject committees. Meetings organized in a virtual modality have higher attendance rates. Hybrid meetings seem to marginally affect registration rates.

**Table 9: Number of Members registering to CAC and the active general subject committees**

Codex Committee	Place	Year	Number of Members registered	% of total Membership (189)
CAC43	Virtual	2020	131	69%
CAC44	Virtual	2021	160	85%
CAC45	Rome/hybrid	2022	164	87%
CAC46	Rome/hybrid	2023	160	85%
CAC48	Rome/hybrid	2025	132	70%
CCCF18	Bangkok/hybrid	2025	73	39%
CCCF14	Virtual	2021	90	48%
CCCF15	Virtual	2022	84	44%
CCCF16	Utrecht	2023	53	28%
CCFA55	Seoul	2025	54	29%

<sup>59</sup> <https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/resources/monitoring/en/>

<sup>60</sup> <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/CD5586EN>

<sup>61</sup> <https://openknowledge.fao.org/items/d93faf09-2ecd-4ee5-89e7-d39412baaf7c>

<sup>62</sup> Committee on Sanitary and Phytosanitary Measures

CCFH55	Nashville/hybrid	2025	61	32%
CCFA52	Virtual	2021	88	47%
CCFA53	Hong Kong	2023	37	20%
CCGP34	Lille	2025	77	41%
CCMAS44	Virtual	2025	87	46%
CCFH52	Virtual	2022	99	52%
CCFH53	San Diego	2022	52	28%
CCPR56	Santiago	2025	63	33%
CAC47	Rome/hybrid	2024	160	85%
CCFICS25	Virtual	2021	87	46%
CCFICS26	Hobart/hybrid	2023	70	37%
CCCF17	Panama City	2024	71	38%
CCFL46	Virtual	2021	91	48%
CCFL47	Gatineau	2023	50	26%
CCFA54	Chengdu	2024	53	28%
CCGP32	Virtual	2021	88	47%
CCGP33	Bordeaux	2023	51	27%
CCFH54	Nairobi	2024	59	31%
CCMAS41	Virtual	2021	83	44%
CCMAS42	Budapest/hybrid	2022	50	26%
CCFICS27	Cairns/hybrid	2024	83	44%
CCFL48	Quebec City	2024	68	36%
CCNFSDU42	Virtual	2021	99	52%
CCNFSDU43	Duesseldorf	2023	61	32%
CCMAS43	Budapest/hybrid	2024	61	32%
CCPR52	Virtual	2021	81	43%
CCPR53	Virtual	2022	75	40%
CCPR54	Beijing	2023	46	24%
CCNFSDU44	Dresden	2024	62	33%
CCPR55	Chengdu	2024	60	32%
CCRVDF25	Virtual	2021	80	42%
CCRVDF26	Portland	2023	49	26%
CCRVDF27	Omaha	2024	51	27%
<b>Average</b>			<b>80</b>	<b>43%</b>
<b>Average CAC</b>			<b>149</b>	<b>79%</b>
<b>Average general subject committees</b>			<b>71</b>	<b>38%</b>
<b>Average virtual</b>			<b>95</b>	<b>50%</b>

<b>Average physical</b>	<b>58</b>	<b>31%</b>
<b>Average physical/hybrid</b>	<b>101</b>	<b>54%</b>

**Indicator 4.1.2 Additional indicator for CTF recipient countries: Proportion of CTF2 recipient countries sustaining national Codex systems and related activities once the funding ends**

48. The FAO/WHO Codex Trust Fund-2 (CTF2) has been supporting countries in building strong, solid, and sustainable national capacity to engage in Codex work since 2016. By the end of 2024, eight rounds of applications and selections had been completed, resulting in 69 CTF2 beneficiary countries and those approved for CTF2 support. Of these 69 countries, 20 have completed their projects, 31 are in various stages of implementation, and eight are awaiting implementation. A further 10 countries received technical approval but insufficient funding prohibited full approval and progress to an implementation phase. Between 2020 and 2025, the FAO/WHO Codex Trust Fund 2 (CTF2) enabled developing and transition-economy countries to significantly strengthen their national Codex systems despite global disruptions, political instability, and, towards the end of the period, a severe funding contraction.

49. By the end of 2025, the portfolio comprised 33 active countries (including two group projects), 17 completed (including one group), nine fully approved and awaiting a start to activities, and 10 technically approved in 2024, pending funding.

- **Strengthened national Codex structures across regions**

CTF2 investments supported countries to establish or revitalize Codex Contact Points (CCPs), National Codex Committees (NCCs), consultation mechanisms, and procedures for managing Codex work. These institutional foundations—reflected in country stories from Azerbaijan, Benin, Burkina Faso, Ghana, Guyana, Honduras, Kazakhstan, Maldives, Samoa, Senegal, and the Bhutan–India–Nepal group—demonstrate clear improvements in governance, coordination, and participation. Examples include:

- Azerbaijan – established a sustainable and well-organized National Codex System.<sup>63</sup>
- Bhutan–India–Nepal (Group Project) – used mock-drill simulations to train national delegations; strengthened Codex procedures and intercountry coordination.<sup>64</sup>
- Burkina Faso – developed draft national standards aligned with Codex; strengthened CCP/NCC procedures and stakeholder outreach.<sup>65</sup>
- Ghana – strengthened data generation systems for methylmercury and arsenic, supporting evidence-based contributions to standards.<sup>66</sup>
- Honduras – strengthened NCC governance, updated food safety policy, delivered Codex training, and built expert databases.<sup>67</sup>
- Maldives – developed capacity to advocate for food safety at a policy level, including the development of a Food Safety Act; strengthened Codex structures and participation.<sup>68</sup>
- Senegal – institutionalized a national budget line for Codex; strengthened engagement in priority committees.<sup>69</sup>

- **Deepened technical capacity and participation**

Beneficiary countries undertook over 150 activities under Rounds 1–4 and continued expanding technical capacities through national workshops, risk analysis training, mock drills, and twinning mechanisms.

From 2022 to 2024, global “Good Codex Practices” trainings—organized with the Ministry of Food and Drug Safety of the Republic of Korea—equipped experts from beneficiary countries with hands-on skills in preparing country positions, using the Online Commenting System, and navigating Codex procedures. These were complemented by CCASIA subregional workshops led by India, emphasizing sustained skill transfer.

<sup>63</sup> Azerbaijan Country story: [https://youtu.be/T\\_1w5VhTooQ?si=6dlO52qPl38GpBwh](https://youtu.be/T_1w5VhTooQ?si=6dlO52qPl38GpBwh)

<sup>64</sup> Bhutan–India–Nepal Country story: <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd8704en> and <https://youtu.be/TE1u2JfcmwY?si=JYuFsBy2Wc1ema6T>

<sup>65</sup> Burkina Faso Country story: <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd4752en>

<sup>66</sup> Ghana Country story: <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd8703en>

<sup>67</sup> Honduras Country story: <https://youtu.be/7p3koOemQVc?si=Za4JRP4G3TOb356V>

<sup>68</sup> Maldives Country story: <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd8582en>

<sup>69</sup> Senegal Country story: <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd8706en>

## Policy and regulatory impacts

Countries increasingly used Codex texts in national food standards, updated legislation, and improved their risk-based decision-making.

Examples include:

- Kazakhstan – established national Codex coordination unit, trained experts in risk analysis, published Codex communication policy.
- Mauritius – harmonized more than 20 priority standards with Codex; created a national Codex web platform.
- Côte d'Ivoire – introduced Codex aligned standards for fruits and spices and secured a national budget line to support Codex participation.

- **Sustained gains and long-term ownership**

The Repository of Project Outputs demonstrates the lasting institutionalization of Codex work: countries have developed procedural manuals, standard operating procedures (SOPs), risk analysis guidelines, strategic plans, and awareness materials, now publicly available for reuse by other Members.<sup>70</sup>

Many countries continue activities independently after project closure, including Benin, Ghana, Mauritius, Samoa and Senegal—indicating strong national ownership and sustainability.

- **Challenges and transition (2023–2025)**

From 2023 onward, the CTF2 faced increasing financial pressure as donor contributions declined and implementation costs rose; by 2024–2025, expenditures exceeded contributions for multiple consecutive years, forcing:

- Suspension of the 2024 Round 9 call for applications,
- Prioritization of late-stage projects,
- Postponement of Round 8 activities.

In 2025, after communication with donors, the CTF Steering Committee agreed to close CTF activities. The communication was made to CAC49.

## Objective 4.2 Increase sustainable and active participation of all Codex Members

### Outcome 4.2.1 Sustained, active participation in the work of Codex Committees and working groups

#### 4.2.1 – Number of Member countries who participated in EWGs during the biennium (participation is defined as registration to at least in one EWG during the biennium).

50. The average number of Members participating in EWGs remained consistent between 2020 and 2025, at around 40 percent. The only exception was the 2020–21 biennium, when the disruption caused by the pandemic in 2020 and subsequent efforts to catch up in 2021 affected participation levels.<sup>71</sup>

**Table 10: Number of Member countries who participated in EWGs (2020-2025)**

Year	2020	2021	2022	2023	2024	2025
N.º of Member Countries	0	113	77	86	94	91
% of total Membership (189)	0% <sup>72</sup>	60%	41%	46%	50%	48%

#### 4.2.2 - Number of Member countries that replied to CLs in the biennium (a member will be counted if they replied to at least two CLs during the biennium)

51. As shown in Table 11, the proportion of Members submitting comments to at least two circular letters (CLs) either via the Online Commenting System (OCS) or via email directly to the Codex Secretariat and/or to the Chairpersons of Codex Committees, remained stable at around 40 percent from 2021 to 2025. The year 2020 stands as an exception due to disruptions caused by the COVID-19 pandemic.

<sup>70</sup> Repository: <https://www.who.int/initiatives/codex-trust-fund/repository-of-project-outputs>

<sup>71</sup> Indicators 4.2.1 and 4.2.2 make reference to biennial measurements, for the purpose of this report which covers the whole Codex Strategic Plan 2020-2025 period, the data is presented by year.

<sup>72</sup> No Member registered to an EWG during 2020 due to the Covid Pandemic.

**Table 11: Number of Member countries that replied to CLs (2020-2025)**

Year	2020	2021	2022	2023	2024	2025
N. <sup>o</sup> of Member Countries	41	68	71	70	81	72
% of total Membership (189)	22%	36%	38%	37%	43%	38%

**Objective 4.3 Reduce barriers to active participation by developing countries****Outcome 4.3.1 Capacity building, partnering, and knowledge sharing activities are effective in building active participation by developing countries**

**Indicator 4.3.1 Extent that the following barriers are impeding the use of Codex texts: Lack of resources; Lack of local implementation capacity; Irrelevance of Codex texts for the national context/reality; Lack of basic national food safety laws; Duration of Codex text development; Lack of local implementation capacity; Duration of national implementation process; Language issues; Challenges to catch up with changes in Codex texts; Lack of awareness of Codex provisions by national stakeholders**

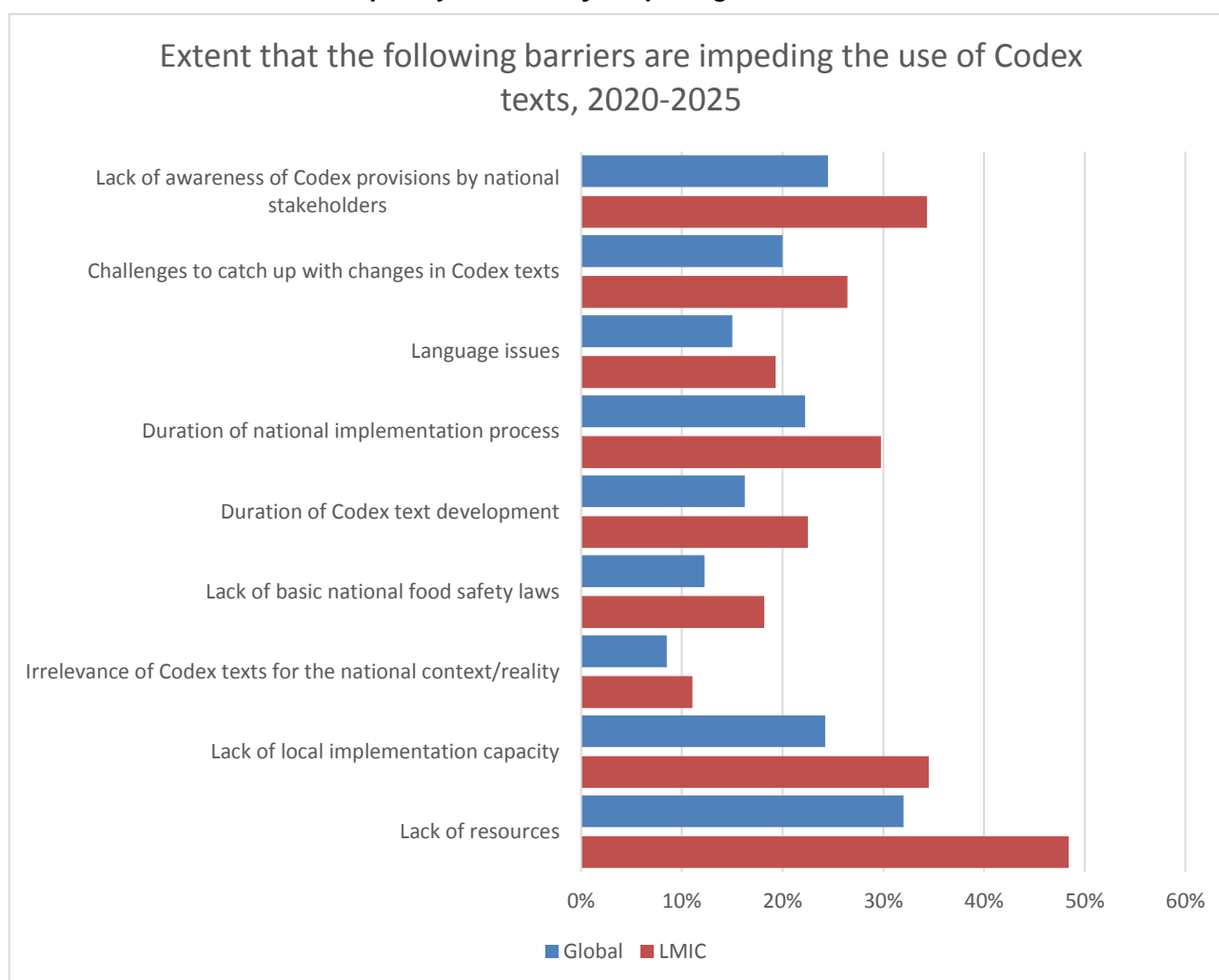
52. Between 2020 and 2025, on average the three main barriers to the use of Codex texts were the same, with different degrees, both globally and for LMICs respondents. They were “lack of resources”, “lack of local implementation capacity”, and “lack of awareness of Codex provisions by national stakeholders”.

**Table 12: Barriers impeding the use of Codex texts, average values of Members responding “completely” to “mostly” impeding trade, 2020-2025**

2020-2025	Global	LMIC
i) Lack of resources;	32%	48%
ii) Lack of local implementation capacity;	24%	35%
iii) Irrelevance of Codex texts for the national context/reality;	9%	11%
iv) Lack of basic national food safety laws;	12%	18%
v) Duration of Codex text development;	16%	23%
vi) Duration of national implementation process;	22%	30%
vii) Language issues;	15%	19%
viii) Challenges to catch up with changes in Codex texts;	20%	26%
ix) Lack of awareness of Codex provisions by national stakeholders	25%	34%



**Figure 1: Barriers impeding the use of Codex texts, average values of Members responding completely” to “mostly” impeding trade 2020-2025**



**Goal 5. Enhance work management systems and practices that support the efficient and effective achievement of all strategic plan goals**

**Objective 5.1 Develop and maintain efficient and effective work management practices and systems**

**Outcome 5.1.1 Codex work processes and procedures support the effective and efficient operation of Codex standard setting bodies**

**Indicator 5.1.1 Delivery of the Codex budget during the biennium**

53. In the 2020-2021 biennium, the delivery was 98%. In the 2022-2023 biennium, the delivery, compared to the original budget, was 107 percent, considering the additional allocation from FAO of USD 0.5 million in 2023. In the 2024-2025 biennium, the delivery, compared to the original budget, was 101,7 percent, taking into consideration extra-budgetary contributions to the Codex Regular Programme.

**Table 13: Budget delivery over the 2020-2025 Codex Strategic Plan period**

	Biennium 2020-2021	Biennium 2022-2023	Biennium 2024-2025
Budget delivery	98%	107%	102%

**Outcome 5.1.2 The efficient design of agendas and use of time in meetings of the Codex Alimentarius Commission, its Executive Committee and subsidiary bodies maximise the time allocated to the development of Codex texts**

**Indicator 5.1.2 Proportion of meeting documents distributed in a timely manner consistent with the Codex Procedural Manual or timeframes established by committees**

54. Table 14 presents the distribution of working documents (WDs) in English, French, and Spanish prepared for the Commission and Committees from 2020 to 2025. The analysis excludes invitation letters, provisional agendas, circular letters, addendum papers, other comments papers including the replies to circular letters, and information documents. The table shows both the number of WDs circulated at least two months before the start of each committee session and their share of total WDs. Between 2021 and 2024, the number of WDs issued within the set deadlines remained substantially stable. The share was higher than average in 2020 due to the limited number of WDs. In 2025 the share was lower than usual as there was a higher number of meetings closer to the Commission, which reduced the available time for translation.

55. The Codex Secretariat continues to make efforts to deliver more documents on time, considering issues such as resources availability, contingencies due to the work of EWGs, and rules and regulations of FAO regarding translation of documents.

**Table 14: Working documents distributed on time by language, 2020-2025**

	English		French		Spanish	
Year	N. of WDs on time	% of Total N. of WDs	N. of WDs on time	% of Total N. of WDs	N. of WDs on time	% of Total N. of WDs
2020	20	59%	18	53%	18	53%
2021	67	42%	45	29%	45	29%
2022	49	42%	21	23%	18	20%
2023	64	36%	31	20%	31	21%
2024	84	47%	41	23%	39	22%
2025	37	24%	15	10%	14	9%

**Objective 5.2 Enhance the capacities of committee and working group chairpersons, regional coordinators and host country secretariats to manage the work of Codex**

**Outcome 5.2.1 Subsidiary body meetings and working groups are effectively and efficiently chaired and conducted**

**Indicator 5.2.1 Satisfaction ratings on meeting efficiency, role of chairs and host and Codex secretariats**

56. Throughout 2020 and 2025, CAC satisfaction surveys reflected highly positive feedback across all Codex committee sessions during this period.

- Platform Accessibility and Technical Performance:
  - The registration process received high satisfaction ratings across committees, with most respondents (consistently over 90 percent) expressing ease in accessing platforms like Zoom and ORS.
  - Over 90 percent of participants largely agreed that the Zoom or YouTube platform was easy to access and navigate.
- Support from Codex Secretariats and Interpretation Quality:
  - Interpretation services received positive feedback, with around 90 percent satisfaction.
- Meeting Structure and Agenda Management:
  - Agenda Appropriateness: Respondents generally agreed that agenda items were well-timed, with 75 percent-85 percent indicating satisfaction with the length and clarity of sessions across all CACs.
  - Adjustments in session timing have helped accommodate a global audience, improving inclusivity in the virtual setting.
- Overall Impact and Contributions of Chairs:

- The role of chairs was rated positively, with an average of more than 90 percent of respondents acknowledging their effectiveness in managing discussions, guiding participants through complex topics and ensuring a range of views and perspectives were adequately heard. Participants expressed appreciation for the chairs' adaptability in navigating the challenges of virtual and hybrid formats, which fostered constructive and inclusive dialogues.

57. In conclusion, feedback for the quinquennium 2020-2025 reflected broad satisfaction with CACs meetings, including registration processes, technical support, and the responsiveness of chairs and secretariats.